

En Suisse aussi :

S.O.S. RACISME !

En France, ces dernières semaines, plusieurs Maghrébins ont été tués par le racisme. Un cinéma, où était organisé un festival juif, était la cible d'un attentat antisémite : une dizaine de blessés... Comme par hasard, ces crimes ont lieu après la campagne pour les élections cantonales au cours de laquelle Le Pen et ses sbires ont eu tout loisir d'attiser le racisme et le mépris de l'étranger. Le chômage... c'est l'autre, l'Arabe. L'insécurité, la délinquance... c'est toujours l'autre, à la peau bronzée ou noire. Si la natalité française recule, c'est la faute à l'avorteuse en chef, Simone Weil, dont les origines juives sont lourdement soulignées. Quoi d'étonnant s'il se trouve des racistes tout à fait "conséquents" pour décider "d'expulser" les étrangers ad patres ?

Même si le climat n'est pas aussi tendu en Suisse, le racisme et la xénophobie y existent bel et bien. L'Action nationale tient un discours semblable à celui de Le Pen. Ses attaques répétées contre le droit d'asile, le danger de "surpopulation étrangère", ses appels à la défense de la culture occidentale, sont de la même veine. Mais nos racistes nationaux font des petits. Exemple : la création du Mouvement conservateur libéral valaisan. Cet appendice du Parti démocrate-chrétien professe ouvertement les mêmes idées. Propos semblables chez les supporters de l'initiative *Droit à la vie*.

Toute cette droite et extrême droite s'en prend depuis plusieurs mois déjà au droit d'asile en Suisse. Et elle marque des points. Les pratiques restrictives en matière d'accueil des réfugiés se multiplient. Plusieurs cantons ont introduit des interdictions de travailler alors que d'autres relèvent systématiquement les empreintes digitales des requérants... Dernièrement, *Le Matin* (du 23 mars 1985) publiait des extraits d'un rapport interne du ministère public de la Confédération consacré à la politique d'asile. Tombé dans les mains de l'Action nationale, il est qualifié de la manière suivante par le conseiller national xénophobe Markus Ruf : "Ce rapport confirme nos thèses de façon cinglante ; s'il ne portait pas de titre, on jurerait un document de l'Action nationale." Ce document en effet attaque avec un rare mépris les Tamouls, les Noirs, les Turcs et les Chiliens. S'il est vrai qu'il s'agissait en l'occurrence de ne traiter que des cas prétendus "illégitimes", le haut fonctionnaire de la police fédérale, auteur de ce rapport, désigne les requérants d'asile en termes de profiteurs, voire de repris de justice. Tout à fait la "philosophie" de l'Action nationale... et de Le Pen. Officiellement pourtant les hauts fonctionnaires fédéraux ne sont pas membres de l'Action nationale. Ils seraient plutôt démocrates ou radicaux.

Le racisme et la xénophobie, contre lesquels la droite classique ne fait strictement rien (quand elle ne les exploite pas), exigent une riposte unitaire et massive de l'ensemble de la gauche et des mouvements progressistes. C'est nécessaire et possible comme le montre l'écho rencontré en Suisse romande, à Genève et dans le canton de Vaud notamment, par la campagne SOS-racisme. En Suisse aussi, nous serons des milliers, des dizaines de milliers à crier : "Touche pas à mon pote !" *La Brèche*

la brèche

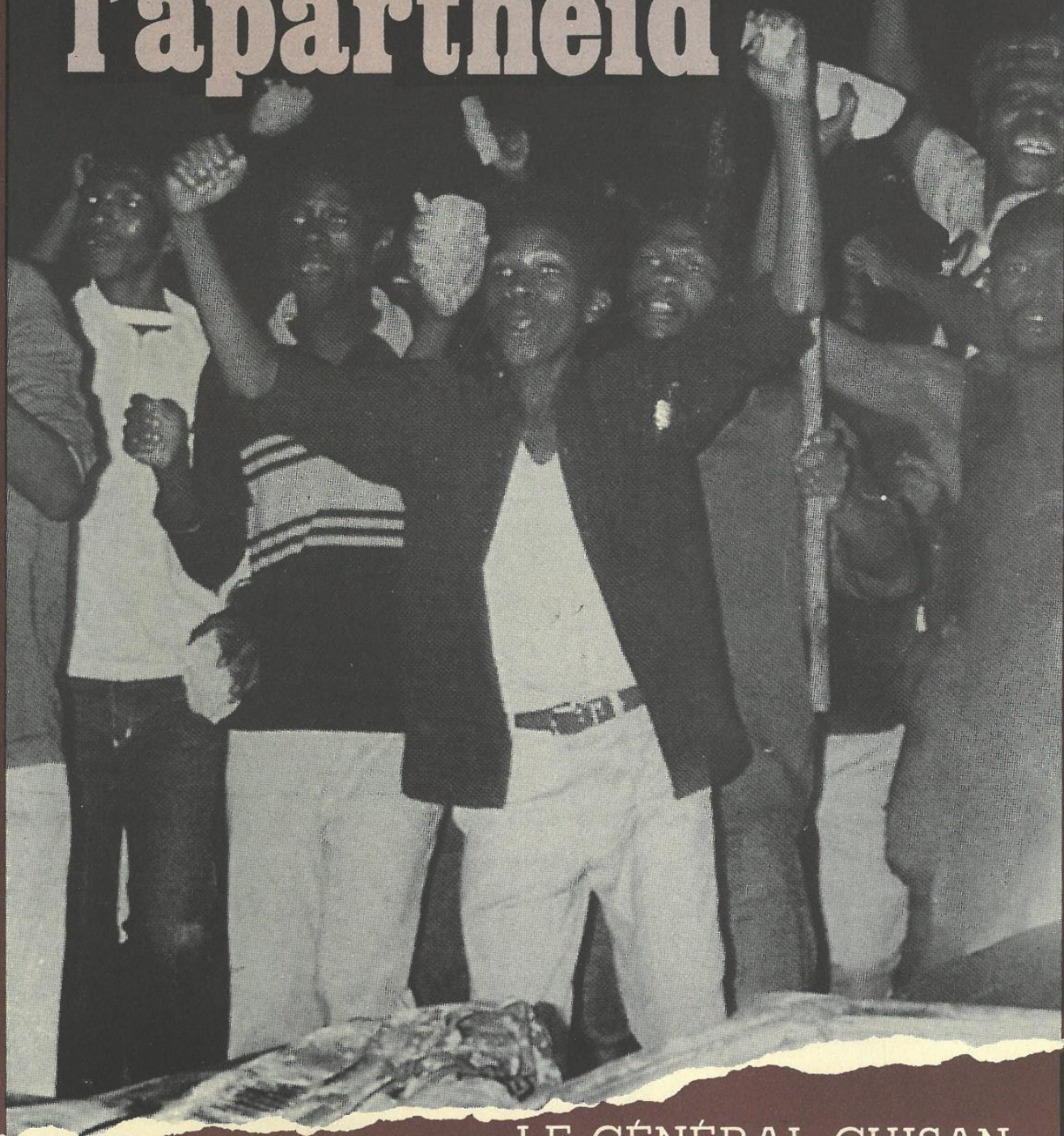
organe bimensuel du

Parti Socialiste Ouvrier (PSO)

section suisse de la IV^e Internationale

AFRIQUE DU SUD :

Révoltes contre l'apartheid



LE GÉNÉRAL GUISAN :

Un étrange "démocrate"



En mouvement

2^e Conférence féminine du SLP :

LA SEMAINE DE 35 HEURES EST NÉCESSAIRE !

Une discussion, fournie, sur les répercussions des nouvelles technologies à notre place de travail a abouti à une résolution mettant l'accent sur la nécessité d'une réduction radicale du temps de travail (pour sauver des emplois mais surtout pour préserver la santé) sans diminution du salaire.

Les femmes du SLP (Syndicat du livre et du papier), réunies samedi 30 mars à Berne, se sont inquiétées de la dégradation des conditions de vie et de travail qu'entraînent les nouvelles technologies quand elles ne sont pas introduites pour alléger le travail, mais pour mieux garantir les profits patronaux. Les 48 déléguées se sont prononcées à l'unanimité contre la flexibilité du temps de travail, synonyme d'heures supplémentaires, de congés choisis par l'employeur, de travail temporaire ou à domicile, synonyme aussi de contrats

courts, de travail en deux, voire trois équipes, sans parler des mille et une façons qui existent, à partir de là, de contourner le contrat collectif.

Il est clair que les nouvelles technologies favorisent le développement des horaires flexibles, des temps de travail individuels — soi-disant selon les exigences de chacun, en réalité selon les exigences de la rentabilité maximale. Une des conséquences est l'atomisation extrême de la classe ouvrière et la remise en cause, dans les faits, de la diminution uniforme du temps de travail. Les femmes du SLP ont décidé de s'adresser à l'ensemble du syndicat pour l'appeler à se mobiliser et faire dès maintenant une campagne d'information et de conscientisation pour donner au SLP les moyens de se battre, lors des prochaines négociations contractuelles, pour l'introduction de la semaine de

35 heures.

La Conférence s'est également prononcée contre le travail de nuit partout où il n'est pas socialement nécessaire; elle a en particulier apporté son soutien au FORUM PUBLIC qui aura lieu à Neuchâtel le 15 juin prochain, date anniversaire de l'égalité des droits.

Le témoignage d'une porteuse de journaux a mis une fois de plus en évidence les discriminations qui subsistent au niveau salarial. Une action est en cours au Tagesanzeiger pour que ces femmes aient droit au même salaire que leurs collègues vendeurs de journaux et le syndicat est invité à appuyer très concrètement une démarche juridique pour imposer l'égalité salariale dans la réalité. Au-delà de l'assistance juridique, le syndicat doit débloquer les fonds de la caisse de solidarité pour compléter pendant

un an l'allocation de chômage en cas de licenciement.

Un appel a aussi été lancé pour une campagne active contre l'initiative hypocrite de "Oui à la vie": l'ensemble du syndicat est invité à s'engager contre ce prétendu droit à la vie, synonyme dans les faits d'interdiction absolue d'interrompre une grossesse non désirée.

L'élection d'une commission féminine — réellement représentative puisque la majorité des cercles électoraux y sont présents — doit garantir que le SLP se féminise davantage, à la fois dans ses prises de position et sa politique, mais aussi dans sa volonté et sa capacité d'intégrer un plus grand nombre de femmes au syndicat. Le ton, samedi, était à la détermination.

M. E.

RÉFÉRENDUM CANTONAL CONTRE LE CRÉDIT ACCORDÉ PAR LE GRAND CONSEIL POUR LA CORRECTION DE LA RC 320e ENTRE PRILLY-ÉGLISE ET LA FLEUR-DE-LYS

Grande ceinture ouest lausannoise

NON au premier tronçon d'une nouvelle ceinture dédoublant la bretelle d'autoroute de contournement entre le « Galicien » et le « Solitaire » à travers:

- le quartier de Florissant
- le vallon du ruisseau de Broye
- les bois et le domaine de Cery

Ce premier tronçon est: • trompeur, • démesuré, • coûteux, • polluant.

TROMPEUR Le projet de « Grande ceinture lausannoise » avait été abandonné par le Conseil d'Etat au profit de l'autoroute de contournement entre Ecublens et Vannes. Il refait surface. Ce morceau de ceinture ne soulagera pas Prilly-Centre et son prolongement éventuel ne fera qu'engorger Renens.

DÉMESURÉ En lieu et place d'un ouvrage gigantesque et destructeur — trois pistes, un viaduc, trois ponts, sur 1080 m — une amélioration plus modeste de la RC 320e actuelle serait suffisante.

COÛTEUX 20 000 000 de francs (part cantonale 13 770 000) pour 1 km, ce n'est pas une correction, c'est bien le prix d'une autoroute. Que coûtera le reste?

POLLUANT Une nouvelle route de cette dimension ne ferait que créer un appel de trafic et augmenterait la pollution.

Signez le référendum

NON à la ceinture en plus de la bretelle!

Comité de soutien:
J.-J. Ambresin, député - AST-Vaud - E. Badertscher, député - G. Baechtle, député - V. Berneth, députée - D. Bréaz, conseiller national - J. Cerutti, députée - G. Cherpillod, écrivain - O. Delafontaine, agriculteur - J.-Ph. Gloor, conseiller national - Ph. Gryn, médecin - G. Gross, médecin - L. Hesselbarth-Annen, réalisatrice TV - F. Iselin, architecte - M.-L. Jost, députée - Ph. Kring, agriculteur - J. Lersche, député - G. Millasson - M. Nardel, députée, ancienne présidente du Grand Conseil - P. Santschi, député - R. Spring, graphiste - F. Weber, journaliste - M. Winkler, électronicien - WWF-Vaud.

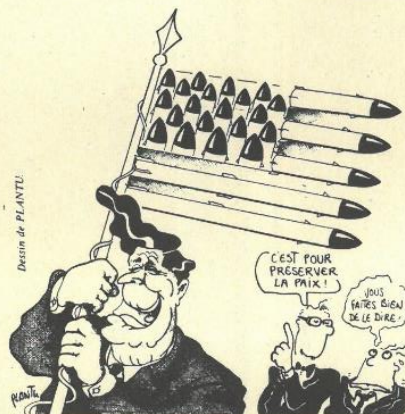
GRANDE SYMPATHIE EN FAVEUR DE L'INITIATIVE "POUR UNE SUISSE SANS ARMÉE"

L'initiative "Pour une Suisse sans armée", à laquelle le PSO accorde son total soutien, vient d'être lancée. En un week-end, les récoltes organisées à Zurich, Berne et Bâle ont dépassé les 1000 signatures; à Saint-Gall 800 et à Olten 300. En Suisse romande, plus d'un millier de signatures ont été réunies dans le même laps de temps.

Le journal allemand *Sontagsblick* du 31 mars a rendu public un sondage: près de la moitié des citoyen(ne)s manifestent de la compréhension pour la revendication avancée par l'initiative. Plus de 43 o/o des 655 sondé(e)s ont "pas mal à beaucoup" de sympathie pour l'initiative; en revanche, 49 o/o s'exprime résolument contre. Si l'on regarde les résultats en fonction de l'âge, on constate que 59 o/o du groupe des 18 à 24 ans et 51 o/o des 25 à 34 ans sont pour l'initiative. Ces résultats concordent du reste avec l'expérience faite aux stands de récolte. Les gens qui viennent signer n'ont rien de farfelu, comme voudraient le faire croire le sieur Chevallaz et ses collègues. Ceci montre que le besoin de mener un débat de fond sur la défense nationale, et son coût, est largement ressenti. Donc, haut les cœurs... et que la récolte continue de plus belle! Vous pouvez obtenir des listes de signatures au PSO, à Lausanne, en télé-

phonant au 021 / 23 05 91 (3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne).

correspondant



TAMOULE EXPULSÉE

Une ressortissante tamoule de 32 ans, qui souhaitait obtenir en compagnie de son mari l'asile politique en Suisse, a été expulsée de notre pays. Comme les deux Tamouls avaient séjourné quelques jours en République fédérale d'Allemagne, c'est vers ce pays que les autorités suisses les ont dirigés, en invoquant les dispositions de la loi sur l'asile. Or la jeune femme était au dernier stade de sa grossesse et était hospitalisée depuis deux semaines à la maternité de Berne où on la soignait notamment pour une infection. Le jour où ces faits se sont produits, mardi 2 avril, elle a mis au monde une petite fille à Lörrach, en République fédérale d'Allemagne. C'est l'Office fédéral de la police qui a pris la décision d'expulser les deux Tamouls. La police bernoise a exécuté la mesure.

Cette histoire révèle crûment le cynisme et l'inhumanité de la loi sur l'asile — en cours de révision — et de ses fidèles exécuteurs, encouragés par l'Action nationale. Cet exemple est tellement odieux que les œuvres suisses d'entraide et les médecins de l'hôpital de Lörrach se sont déclarés choqués par la décision des autorités suisses. Pareille mesure est d'autant plus révoltante lorsque l'on sait, comme vient de le communiquer l'organisation Pax Christi, que "le gouvernement sri-lankais a opté pour une solution militaire au conflit ethnique l'opposant à la minorité tamoule" (*La Liberté*, 10 avril 1985). Des milliers de Tamouls fuient leur pays dans des conditions très précaires. Dans l'Etat du Tamil Nadu (extrême sud de l'Inde), plus de 1000 "boat people" arrivent chaque jour. Face à des situations aussi dramatiques, la Suisse, réputée "respectueuse" des droits de l'homme, répond par la matraque. Il est plus nécessaire que jamais de s'opposer à la dégradation du droit d'asile.

correspondant

À propos

DERNIÈRE MINUTE...

INTERVIEW EXCLUSIVE!
VALÉE DU FLOU:
LE PROMOTEUR - QUI A PRÉFÉRÉ GARDER L'ANONYMAT - PRÉSENTE SON PLAN D'AMÉNAGEMENT EN 3 POINTS:

DU FRIC!
DU FRIC!
DU FRIC!



Vient de paraître: *Urbanisme lausannoise: Vous permettez? C'est l'affaire de tous!*, brochure de la Commission logement et urbanisme du PSO, section vaudoise.

Elle vous dira tout sur les démolitions à Lausanne et les propositions du PSO sur l'urbanisme. Fr. 4.- À commander à: PSO, 3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne.

QUATRIÈME INTERNATIONALE N° 16, 1er mars 1985

Ernest Mandel — La course au réarmement et les problèmes du mouvement pour la paix en Europe.

Alliance ouvrière et paysanne au Mexique.

Margarito Montes Parra — Lutte pour la terre et le pouvoir: la construction de la CNPA mexicaine.

Livio Mai'tan — Encore sur gouvernement ouvrier et paysan et Etat ouvrier: en guise d'autocritique.

Alan Wald — Le marxisme et les intellectuels: pour un engagement critique.

Alfonso Leonetti.

Notes de lecture.

Revue théorique de la IV^e Internationale disponible dans nos locaux.

AMÉRIQUE CENTRALE AMÉRIQUE LATINE... EN DÉBAT

Trois conférences organisées par le Parti socialiste ouvrier, section vaudoise, au local du PSO, 3, rue Chaucrau, à LAUSANNE.

jeudi 25 avril, 20h 15

Eglise et révolution en Amérique latine
La Théologie de la Libération

jeudi 30 mai, 20h 15

Chili: le mouvement populaire contre la dictature de Pinochet

jeudi 20 juin, 20h 15

Guatemala: un pays oublié?

SOMMAIRE

ÉDITORIAL

En Suisse aussi: SOS-racisme 1

POLITIQUE

Condamnés pour l'avoir dit 3

Quand Guisan était général: 3

"Il faut une rénovation nationale" 8

Genève: liste unitaire ou faire cavalier seul? 8

Neuchâtel: le POP sauvé par le PSO 8

SOCIAL

Initiative Droit à la vie: 4

la sorcière des temps modernes 4

Formation professionnelle: une initiative 4

bloquée et dénaturée 4

Yverdon: Alternative écologique, entretien 5

avec G. Millasson et J.-M. Comment 5

Capitalisme et crise 5

DOSSIER

La démocratie sandiniste au NICARAGUA 6-7

(1ère partie) 7

Un "totalitaire" en cache un vrai! 7

INTERNATIONAL

SALVADOR: feu vert à Duarte! 9

Mineurs britanniques: "Nous n'avons pas 9

abandonné", entretien avec Ann Scargill 9

et Betty Cook 9

TURQUIE: la longue résistance des Kurdes 10

ARGENTINE: intérêts suisses et barbouzes 10

À LIRE

"Les lendemains de crise", de Christian Barsoc 11

L'ÉVÈNEMENT

Révoltes en AFRIQUE DU SUD: l'incertitude 12

des gouvernements occidentaux 12

abonnez-vous

Abonnements à La Brèche :

6 mois, enveloppe ouverte . . . 22,50

une année, env. ouverte . . . 45.-

une année, env. fermée . . . 55.-

une année, étranger (Europe) . . . 80.-

abonnement de soutien . . . 100.-

Administration :

La Brèche, case postale 858

1211 Genève 3

CCP 10 - 25 669

Rédaction :

La Brèche, 3, rue Chaucrau

1003 Lausanne

Editeur responsable C.A. Udry

Imprimerie CEDIPS, Lausanne

Si nos activités et notre politique vous intéressent :
prenez contact

Parti
Socialiste
Ouvrier (PSO)
section suisse
de la IV^e Internationale

Adresses des sections romandes

Parti socialiste ouvrier (PSO) / La Brèche,

case postale 13, 2500 Bienne 4 032 / 22 95 47

case postale 829, 2301 La Chaux-de-Fonds

case postale 28, 1700 Fribourg 6

case postale 858, 1211 Genève 3, 022 / 20 68 02

3, rue Chaucrau, 1003 Lausanne, 021 / 23 05 91

case postale 82, 1020 Renens VD 1

case postale 1532, 2002 Neuchâtel

case postale 485, 1400 Yverdon

Antimilitarisme :

La publication des notes du fameux *Discours du Grütli* du général Guisan confirme ce que la gauche, antifasciste et antimilitariste, affirmait en 1938-1940 : en cas d'agression allemande, une grande partie de l'état-major aurait capitulé devant les nazis. Nos camarades de la *Marxistische Aktion Schweiz* (trotskyste) ont fait de la prison alors pour l'avoir dit tout haut :

« La Suisse est un pays capitaliste. Le capitalisme suisse est un capital financier de monopole extrêmement développé. Son caractère impérialiste se manifeste principalement dans l'exploitation de force de travail étrangère, par le moyen de l'exportation de capitaux ; par contre, la Suisse ne participe pas directement à l'oppression nationale et coloniale ; néanmoins, il ne faut pas oublier la masse de travailleurs étrangers vivant en Suisse et totalement privés de droits politiques. Incapable de pratiquer elle-même une politique impérialiste de grande puissance, la bourgeoisie suisse se rattache à tous les groupements impérialistes ou à certains d'entre eux par des liens économiques et financiers très étroits qui l'en font dépendre totalement. La Suisse est un petit Etat impérialiste. Elle ne peut sauvegarder ses intérêts impérialistes qu'en faisant bloc avec les grandes puissances impérialistes. La politique de "neutra-

Condamnés pour l'avoir dit

lité" suisse est l'une des conséquences de cette situation. (...)

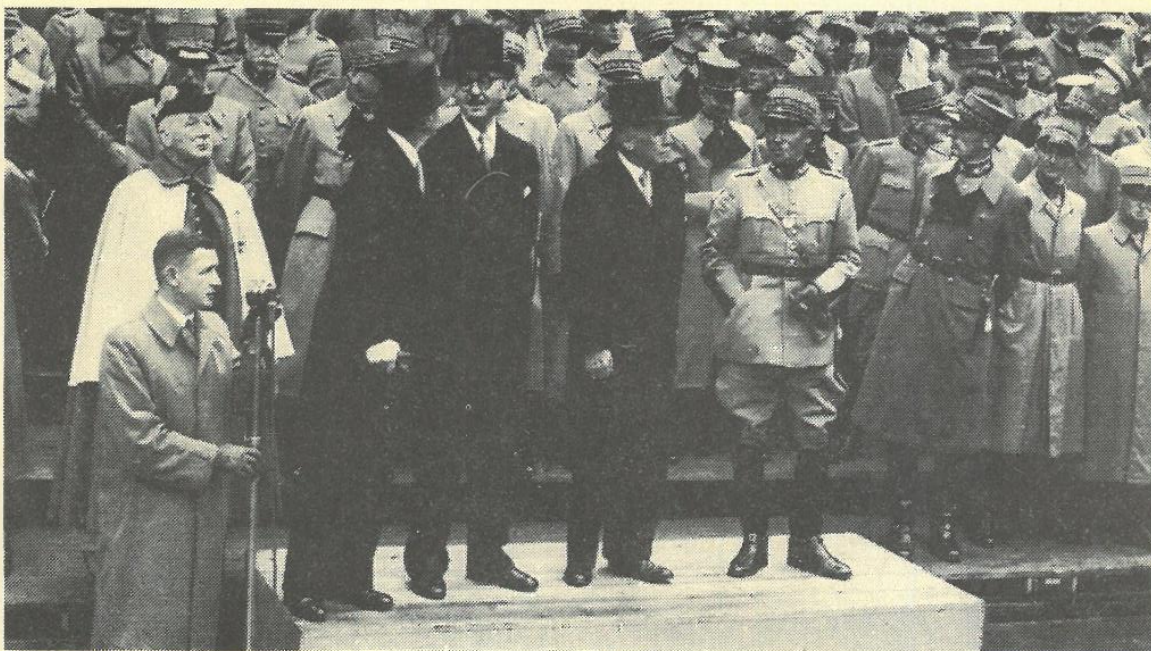
Pour chaque bourgeoisie, les intérêts de classe l'emportent sur l'intérêt national. Chaque bourgeoisie est prête à sacrifier l'intérêt national à ses intérêts de classe. Ses intérêts impérialistes obligent la bourgeoisie suisse à se lier à la vie et à la mort avec les grandes puissances impérialistes. Si cela est nécessaire pour la défense de ses intérêts de classe, la bourgeoisie suisse renoncera de propos délibéré à l'indépendance nationale. (...)

Les fondements de l'existence d'un Etat "national" suisse sont à l'origine de sa situation particulière dans le système impérialiste européen. Dans la mesure où l'équilibre entre les grandes puissances qui l'entourent se modifie, dans la mesure où sa situation privilégiée du point de vue économique s'altère, mais surtout dans la mesure où la bourgeoisie est contrainte par l'exacerbation de la lutte des classes à supprimer la démocratie et à utiliser des méthodes dictatoriales et fascistes, les fondements matériels de l'existence de la Suisse deviennent plus restreints. Ces faits ont entraîné la situation actuelle en politique extérieure, qui remet en question pour la première fois depuis très longtemps l'existence de l'Etat national suisse. (...)

Dans les guerres impérialistes auxquelles la Suisse participe, activement ou sous le couvert de la "neutralité", nous suivons la tactique bien connue du défaitisme révolutionnaire : refus sans concessions de la "Défense nationale" et des armements de guerre, comme des buts réactionnaires de cette guerre. (...)

Les intérêts des masses sont donc les suivants : lutte contre la misère économique, lutte contre le fascisme (intérieur et extérieur), lutte pour la défense des droits démocratiques, y compris du droit à l'indépendance nationale, liberté de lutter pour la révolution sociale et en tous cas pour une lutte de classe résolue contre la bourgeoisie suisse. Quiconque veut défendre l'indépendance et la liberté de la Suisse doit lutter pour la révolution sociale. Mais c'est un mensonge et une tromperie éhontés que de prétendre auprès des masses que pour lutter contre le fascisme étranger et pour défendre leurs libertés, elles devraient soutenir le militarisme bourgeois et faire l'union sacrée avec la bourgeoisie. »

(Extrait de la résolution du MAS de 1938 sur "Le problème de la "défense nationale", publiée dans *L'antimilitarisme révolutionnaire*, brochure LMR, octobre 1972.)



Le général Guisan avec les conseillers fédéraux Celio, Kobelt et von Steiger.

Quand Guisan était général :

«IL FAUT UNE RÉNOVATION NATIONALE»

"On a donné du général une image idéalisée. On en a fait un mythe. Aujourd'hui, il est enfin permis de dire la vérité." (Willi Gautschi, historien, *L'Hebdo*, 21 mars 1985.)

"Il était notoire que des groupes, dans le pays, se préparaient à une résistance en cas d'occupation allemande. Comment une telle résistance aurait pu se réaliser, nous ne l'avons jamais su dans l'armée." (Max Frisch, *Livret de service*.)

Comme sa sœur française, l'armée suisse mérite le surnom de Grande Muette. Pendant quarante-cinq ans, de l'école à la caserne, le futur citoyen-soldat a appris que le général Guisan, le 25 juillet 1940 sur la prairie du Grütli, avait galvanisé tout le corps des hauts officiers pour la "défense nationale". Mais ce qu'avait dit le général, nul ne le disait. En publiant les notes de ce discours¹, Oscar Gauye a levé un coin du voile. Le portrait restera accroché dans les "pintes" vaudaises, mais l'image du général, sec et autoritaire, prend tout son sens : il rêvait d'une dictature militaire propre à instaurer "l'ordre nouveau" en Suisse. Mais sans l'intervention nazie.

Capituler ou collaborer ?

Juillet 1940. La défaite de la France consacre la domination fasciste en Europe. Une grande partie de l'état-major et de la bourgeoisie suisses ne cache pas ses sympathies pour cet "ordre nouveau" : les colonels Wille et Däniker, le conseiller fédéral Pilet-Golaz entre tant d'autres. La *Pétition des 200*, signée de tout le poids d'officiers et de grands bourgeois helvétiques, fait pression pour aligner la Suisse sur le Troisième Reich. "A cette époque (juin 1940) fut fondée une société secrète d'officiers qui jurèrent de résister à Hitler, et même, s'il le fallait, contre la volonté du Conseil fédéral et du général. A cette société appartenaient, en tout et pour tout, 37 officiers." (Max Frisch²) L'esprit de résistance, largement répandu chez les travailleurs hostiles au fascisme, n'était pas, et de loin, la première caractéristique de l'état-major !

Les tensions qui traversent alors la bourgeoisie suisse ne portent pas, en effet, sur la résistance au fascisme mais sur le meilleur moyen de s'y adapter. Capituler comporte un double risque. C'est perdre d'abord cette "neutralité" si utile au commerce et à l'industrie suisses. L'industrie d'armement réalisera de juteux bénéfices en commerçant avec les deux camps. C'est ensuite provoquer une mobilisation populaire, antifasciste, qui

risque de déstabiliser le fragile équilibre de l'union nationale, récemment instaurée.

Guisan plaide donc pour "tenir coûte que coûte". Tenir, ce n'est pas combattre le fascisme. Le canonnier Frisch s'en souvient : "Selon mon expérience, aucune image politique de l'ennemi n'a été présentée à notre armée (...) Aucun officier cherchant à nous donner conscience de l'ennemi ne disait : nazis, fascistes. On ne peut pas dire qu'on nous excitait." Tenir, pour la bourgeoisie suisse, c'était pouvoir mieux négocier sa collaboration avec Hitler. Un mois à peine après le *Discours du Grütli*, Guisan pressait le Conseil fédéral d'envoyer une mission à Berlin "pour tenter un apaisement et instituer une collaboration".

"L'ordre nouveau" helvétique

La "résistance" de Guisan peut dès lors se résumer à une idée : laissez-nous instaurer nous-mêmes un "ordre nouveau" helvétique. Les notes de son *Discours du Grütli* en témoignent. Pas un mot contre les germanophiles, mais une attaque en règle contre... "l'ennemi intérieur" ! Communistes, socialistes, trotskystes doivent être réduits au silence. Guisan veut faire taire le dirigeant socialiste Grimm, qui a vertement dénoncé le fascisme. Issu de cette bourgeoisie romande ultra-conservatrice, qui se dit aujourd'hui "libérale" et milita tout au long des années trente pour un régime fort de type "corporatif" (à la Mussolini), Guisan affiche ouvertement ses vues : "Je suis convaincu que le sens des anciens partis a vécu (...) Pour cela, il faut une rénovation nationale (...) Il faut empêcher (l'intervention étrangère et les troubles sociaux) éventuellement par le système corporatif." En un mot : abolir partis et parlement au profit d'une dictature militaire.

Plus que la crainte de la propagande ennemie, la censure de la presse est un pas vers cet "ordre intérieur". Une presse trop libre, pour le général, trop critique envers l'Allemagne et l'Italie, "seul pays qui nous témoigne sa bienveillance et nous aide". Sur le plan intérieur

toujours, la discipline militaire vise le même objectif : faire taire le peuple derrière ses chefs.

Car l'armée, elle, n'est pas prête au combat. Dans son *Rapport sur le service actif* livré en 1945, Guisan n'a pas caché son extrême impréparation, mettant le doigt sur l'absence de volonté de résistance en parlant "(...) des chefs qui n'auraient pas été en état de soutenir le combat". Comment alors faire croire à cette volonté quand même, sinon par la censure — pour ne pas éveiller de critiques — et l'obéissance aveugle. Le remarquable livre de Max Frisch, *Livret de service*, en fourmille d'exemples. "Un jour que je me trouvais seul avec le capitaine, je lui demandai comment il avait jugé notre position d'alors ; nous étions dans une autre région, de sorte qu'on pouvait aborder ce sujet. Il dit en plaisantant qu'il savait bien, à l'époque, que nous aurions probablement été liquidés avant que la batterie, avec sa modeste portée, eût pu atteindre le moindre but. C'est que lui aussi, le capitaine, avait reçu l'ordre d'autorités supérieures." Ailleurs : "L'armée, telle que je l'ai vue, confond la discipline avec l'obéissance. Cette confusion, exprimée en toute occasion, était LE véritable scandale (...) Discipline veut dire : on exige quelque chose de soi-même. Ce que ne fait pas le mulet. Ce que ne fait pas le canonier qui, de la diane jusqu'à l'extinction des feux, est sous tutelle."

Un peuple obéissant et sous tutelle, soumis et non mobilisé contre le fascisme, voilà ce que voulait Guisan pour intégrer la Suisse à "l'ordre nouveau" européen. Quand le vent a tourné, dès 1943, la bourgeoisie suisse s'adapta à nouveau. On fit entrer un socialiste au Conseil fédéral, on vanta la "résistance démocratique" et on s'empressa d'enfouir le *Discours du Grütli* dans les archives ! "L'indépendance de la Suisse" était sauvée... elle l'avait été par la farouche résistance antifasciste, à Stalingrad d'abord, ailleurs ensuite. Et il aurait fallu faire confiance à l'état-major ? Pas plus hier qu'aujourd'hui !

M. Rivière

1. Revue des archives fédérales, No 10, extraits dans *L'Hebdo* (21 mars 1985).

2. Max Frisch, *Livret de service*, traduction française (Ed. Bertil Galland, collection Jaune soufre). Lire aussi, en allemand : *Was kümmert uns der Hut*, de Walter Kern (Veritas Verlag) sur la Suisse dans la guerre et le procès des trotskystes.

Initiative Droit à la vie :

LA SORCIÈRE DES TEMPS MODERNES



Roger Lövey, idéologue du MCLV et admirateur de l'ex-dictateur portugais Salazar.

"Egoïste, ne respectant ni l'enfant conçu, ni l'autre 'géniteur.' La femme qui revendique le 'contrôle sur son propre ventre' est la sorcière des temps modernes.

Le droit élémentaire de choisir que faire de son propre corps, quelles fonctions privilégier, est refusé aux femmes; la défense de l'intégrité corporelle et de la liberté de conscience bafouées. Pour repeupler, on a besoin d'elles. La logique totalitaire s'impose. La femme est un réceptacle à fin productive.

"Votre ventre ne vous appartient pas", clamait sans ambiguïté Le Pen au Club de la presse en novembre dernier. Il ne fustigeait pas les seules féministes en retournant leu. slogan. Il s'en prenait aux femmes, occidentales et potentielles d'"hommes libres", qui sauront défendre les valeurs de la "liberté"!

par hasard, une étude mettant en garde contre la dénatalité vient de sortir de presse (voir encart). Pour imposer leurs objectifs, ils n'hésitent pas à pénétrer dans la sphère privée et à y assujettir les femmes.

Du droit naturel... au devoir maternel

Cette vague conservatrice fait appel à la vieille conception dite de la "loi naturelle". C'est-à-dire : se soumettre aux lois de la nature... quand il s'agit des femmes, bien sûr! Le Mouvement conservateur libéral valaisan (MCLV) affirme sans ambages : "Nous acceptons la loi naturelle (...). La révolution, c'est le refus de l'ordre créé. Le MLF, c'est la manifestation de la révolution. Ce sont celles qui disent : 'Nous ne voulons pas être ce que la Nature' (Dieu) nous a faites"... et la

femme est faite pour être mère, nourrice, éducatrice, épouse, femme de l'homme." (Le Matin, 20 janvier 1985)

Abstinence ou les enfants que Dieu a voulus. L'essence même de l'être humain — sa capacité à décider librement de soi-même — est niée pour les femmes.

"Suisse en voie de disparition"

L'étude financée par le Fonds national de la recherche scientifique tombe juste à pic, même si c'est un hasard!

Il faut bien présenter des preuves sérieuses de la dénatalité suisse pour faire pression sur ceux qui hésiteraient devant "Droit à la vie". Il faut bien aiguïser le sentiment nationaliste et culpabiliser les jeunes femmes égoïstes.

Coïncidence? On pouvait lire dans *Peuple et Patrie*, mensuel de l'Action nationale, Jean-Jacques Hegg dénoncer la "pénurie d'enfants suisses" et la "tentation bautelement séduisante de déclencher une nouvelle vague d'immigration".

Pourquoi pas une publication en automne dernier, non pas pour faire appel à une politique nataliste, mais pour proposer une amélioration de la protection de la maternité!! En faveur du libre choix!! Question de point(s) de vue.

De la maternité forcée au libre choix

C'est un fait que seules les femmes peuvent mettre au monde des enfants. Mais pourquoi en déduire qu'elles ne peuvent se réaliser que par la maternité... Une véritable liberté de choix ne sera atteinte que lorsque :

- * la contraception ne sera plus une branche délaissée de la médecine et sa prise en charge véritablement assumée par le couple;
- * l'avortement sera une intervention simple (avec la méthode de l'aspiration et anesthésie locale, par exemple) et non culpabilisante;
- * l'accouchement sera l'objet de recherches pour limiter les douleurs de la mère (la souffrance purificatrice!);
- * les infrastructures d'accueil des enfants ne passeront plus à la

trappe des restrictions budgétaires.

Avec leur campagne offensive, les tenants de "Droit à la vie" veulent faire pression pour limiter toute volonté de liberté sexuelle, pour rogner les acquis d'une pratique libérale. Il serait donc suicidaire pour la gauche de ne pas leur faire face résolument. Plus nous démasquerons leur hypocrisie, plus nous renforcerons la lutte vers la libéralisation de l'avortement, sur le plan légal et dans la pratique.

"On ne naît pas femme, on le devient"

La formule de Simone de Beauvoir est toujours d'actualité. Les conditions du contrôle des naissances ont progressé avec la diffusion de la pilule. Mais le libre choix ne s'arrête pas là. Il suppose l'autonomie des femmes dans tous les domaines. Comment y accéder dans un monde où l'inégalité est la règle? Où la division des rôles et des tâches se fonde sur le sexe? Comment y prétendre quand on effectue un travail dévalorisant? Ecartées de tout pouvoir économique, social et politique, les femmes — le "Deuxième sexe" — sont dépossédées d'une autonomie comme individus et comme groupe social. Dès lors, pour beaucoup, la maternité reste la seule valorisation possible. C'est commode pour le pouvoir, pour le patronat, et pour les hommes aussi... car qui dit mère, dit ménagère. La boucle est bouclée, les privilèges protégés et les profits assurés.

La lutte pour le libre choix dépasse le problème du contrôle de la maternité. Elle concerne aussi la place qui est faite aux femmes dans l'environnement social et politique. L'émancipation des femmes ne se découpe pas. Ce n'est pas un hasard s'il y a si peu de femmes, mères de jeunes enfants, occupant des postes à responsabilité sur le plan professionnel, syndical ou politique. Pourquoi n'y trouve-t-on que des hommes (indépendamment du fait qu'ils aient ou non des enfants) ou, dans le meilleur des cas, des femmes, mais sans enfant ou dont les enfants sont indépendants.

M.-Th. Sautebin

1. Plate-forme du comité pour le "Droit à la vie", réponse 16.

Du côté de "Droit à la vie"

"L'idée de l'enfant désiré ne correspond-elle pas à un style de vie moderne et libre?"

"Plutôt dix enfants sur le divan 'qu'un sur la conscience' disait la grand-mère. Plus d'un enfant non désiré est plus tard devenu enfant désiré"... et de dénoncer dans la foulée les femmes qui "planifient tout : d'abord la formation, puis les changements de partenaires, et enfin éventuellement un ou deux enfants. La liberté et la réalisation de soi de la mère ne doit pas être limitée."

Extrait de la plate-forme du comité pour le "Droit à la vie" (question 17)

Resserrer les rangs!

Les tenants de "Droit à la vie" mènent une campagne ouvertement nationaliste et raciste (voir *La Brèche*, No 338, du 30 mars 1985) et, pour ce faire, misogyne. Le repli nationaliste se double du nécessaire mépris et de l'oppression renforcée des femmes. Face au drame de la dénatalité, les gouvernements occidentaux se lancent dans des politiques démographiques offensives. Aux USA, Reagan mène campagne contre l'avortement et appuie le mouvement "Pro life. Pro family. Pro America". En Allemagne, celles qui renoncent à un avortement ont droit à une prime; idem en France, dès le troisième enfant. En Suisse, la campagne "Droit à la vie" se fait à coups d'appels moraux. Comme

Echographie dissuasive

Barbara a décidé d'avorter. Elle a passé toutes les barrières médicales et psychologiques. Mais, un dernier contrôle... question de confiance! N'aurait-elle pas triché et caché le fait que sa grossesse dépasse les dix ou douze semaines? Ce serait un critère suffisant pour lui refuser l'avortement. Par la technique de l'échographie, Barbara va voir sur un écran le "bébé" qu'elle porte et qu'elle refuse. Elle va entendre les battements de son cœur. Si c'est un moment merveilleux pour la mère qui a choisi de mettre au monde un enfant, c'est par contre une profonde atteinte à la liberté de la femme qui a décidé d'avorter. Non seulement elle est victime d'un échec de la contraception, mais en plus on veut lui faire payer le prix moral de son choix. A Berne, à Genève, (et où encore?), l'échographie est utilisée dans un but strictement dissuasif. Ces pratiques doivent être dénoncées.

Genève :

UNE INITIATIVE BLOQUÉE ET DÉNATURÉE

Par un véritable travail de sape, les milieux patronaux ont réussi à bloquer l'application de l'initiative syndicale genevoise déposée en 1974. Cette initiative ainsi que le texte de loi voté en 1980 prévoyaient une série de mesures destinées à encourager la formation et le perfectionnement professionnels. Suite à un recours patronal au Tribunal fédéral, la loi de 1980 devait être revue sur le point concernant le financement. Ce qui a été fait en même temps que la révision générale de la loi cantonale d'application de la nouvelle loi fédérale sur la formation professionnelle de 1978. Le projet du Conseil d'Etat qui en ressort dénature le contenu initial de l'initiative syndicale. En particulier à propos du fonds dont l'initiative prévoyait la constitution par une cotisation à la charge des employeurs. Dans le nouveau texte, une subvention de l'Etat a été introduite, pouvant couvrir jusqu'à 50 o/o des dépenses prévues. Autre nouveauté : le projet actuel prévoit que "l'unanimité des parties est requise pour l'acceptation par la direction du fonds des requêtes présentées". En clair : si le patronat s'oppose à une requête, celle-ci ne sera pas reconnue comme un besoin.

Enfin, il apparaît beaucoup plus difficile de s'appuyer sur les nouvelles dispositions légales pour favoriser la création de nouvelles places d'apprentissage. D'abord, parce que cet objectif ne figure pas au nombre des actions que le fonds doit financer. Ensuite, parce que l'extension des écoles de métiers n'est plus la première mesure mise en avant pour "favoriser la création de places d'apprentissage en nombre suffisant". Le projet du Conseil d'Etat parle d'une "éventuelle extension des écoles de métiers". Le concept de "besoins réels", qui doit déterminer le montant du fonds, n'est défini nulle part. Or, il faudrait reconnaître l'obtention d'une place d'apprentissage pour tout jeune selon son choix comme un besoin réel. Ce droit à la formation était bien le fondement de la démarche de l'initiative syndicale...

Plusieurs organisations se sont inquiétées des métamorphoses subies par l'initiative syndicale. Dans la refonte de la loi cantonale, elles ont en outre relevé certaines restrictions. Elles demandent au Grand Conseil, par le biais d'une pétition, de renoncer à ces aggravations et de redonner aux dispositions de l'initiative syndicale leur sens initial : celui de permettre une formation de qualité et un perfectionnement professionnel pour tous. Par cette démarche unitaire, les pétitionnaires entendent faire connaître le point de vue des milieux concernés par la formation professionnelle et qui, pourtant, n'ont à aucun moment été consultés. Affaire à suivre.

La pétition est soutenue par : l'UCESG (Union du corps enseignant secondaire genevois), la FAMCO (Fédération des associations de maîtres du Cycle d'orientation), la VPOD/SSP, la FSCG (Syndicats chrétiens), le MPF (Mouvement populaire des familles), l'ADC (Association de défense des chômeurs), le CCSI (Centre de contact Suisses-immigrés), la FOBB, le PSO, le PdT, le SLP, l'AGEIT (Enseignants des Ecoles techniques), l'USEP (Union suisse des enseignants professionnels, section de Genève).

Yverdon :

ALTERNATIVE ÉCOLOGIQUE

* ENTRETIEN AVEC GUSTAVE MILLASSON
ET JEAN-MARC COMMENT *

Dernièrement s'est constitué à Yverdon un nouveau groupe intitulé Alternative écologique (AE) qui vise en priorité la lutte pour la protection de l'environnement tout en la liant au contexte politique plus général. Ainsi ce groupe se définit clairement à gauche. *La Brèche* s'est entretenue avec deux membres fondateurs : Gustave Millasson et Jean-Marc Comment.

La Brèche : Quels sont les objectifs de votre groupe ?

G. Millasson : Nous avons créé ce nouveau groupe/parti parce que nous nous préoccupons de la qualité de la vie, aussi bien sur le plan de la qualité immédiate — les loisirs, la place de travail, le salaire, l'habitat — que sur celui, à plus long terme, de l'environnement : comment la vie se développe, les pollutions, la solution donnée aux transports publics. Cette conception d'ensemble s'oppose forcément à des intérêts défendus par les partis de droite. C'est pour cela que nous nous situons à gauche sur l'échiquier politique. Nous sommes pour un développement économique bien compris qui assume ses conséquences. Par exemple : tout nouveau projet devrait résoudre la question de l'élimination des déchets qu'il entraîne. A partir de ce moment-là, nous disons oui au progrès, au développement économique.

* Au fond, un groupe comme AE est-il indispensable ; y a-t-il des problèmes spécifiques du point de vue de la défense de l'environnement qui se posent ou qui se sont posés à Yverdon ?

G. Millasson : Il y a déjà eu plusieurs problèmes à Yverdon, certains ont déjà été partiellement résolus. Citons entre autres le projet du pont sur la Thièle balayé en vote

populaire, la N1 (Yverdon-Morat), la pollution de l'usine d'incinération des ordures, les pollutions fréquentes du canal oriental et du Mugeon, etc...

* Quelles sont les propositions d'AE à Yverdon du point de vue des transports ?

J.-M. Comment : Il y a, par jour, environ 3000 personnes d'Yverdon qui vont travailler à l'extérieur, principalement en direction de Lausanne, et 3000 personnes qui viennent travailler à Yverdon. Nous sommes pour que ces gens puissent emprunter les transports publics. Mais ils doivent être de bonne qualité et bon marché, sinon les gens continueront à prendre leur voiture. Dans ce sens, nous proposons une diminution du prix des transports publics en général. Nous assistons aujourd'hui à une politique des transports qui favorise les grands axes aux dépens du Nord Vaudois par exemple. Au niveau fédéral, il y a une totale absence de volonté pour une politique des transports telle que nous la concevons. Ainsi, nous soutenons deux initiatives qui nous semblent complémentaires, à savoir les initiatives "Halte au bétonnage" et "Pour l'encouragement des transports publics".

* Que pensez-vous de la question du logement à Yverdon ?

J.-M. Comment : Nous constatons une pénurie de logements libres,



Récolte de signatures d'Alternative écologique.

une hausse des loyers, l'apparition du phénomène des congés-vente. Nous nous opposons à une telle pratique qui est celle des milieux immobiliers.

Nous sommes pour que la commune construise des logements de bonne qualité et à un prix modéré. Il faut aussi être très attentif à la part des logements subventionnés qui ne représentent plus que 8 o/o du parc de logements, alors qu'ils se montaient à plus de 10 o/o en 1983. Il y aura en effet une rediscussion sur les contrats qui lient les gérances à la ville. On peut penser qu'un certain nombre de ces logements subventionnés seront retirés, ce qui, pour la couche de la population à revenu modeste, créera beaucoup de problèmes.

* Pourquoi AE a-t-elle déposé une pétition concernant l'usine d'incinération des ordures ?

G. Millasson : Dans les années soixante-dix, la construction même de cette usine était contestée. Ces dernières années surtout, les habitants des quartiers proches n'ont pas cessé de se plaindre des émanations de cette usine. Bien que techniquement des solutions puissent être appliquées, l'Association intercommunale des communes, pour une question de gros sous, se refuse à mettre en place un système anti-pollution vraiment efficace et ce au détriment de la santé des habitants. Lorsque l'on sait qu'Yverdon se donne pour vocation le thermalisme, on ne peut que critiquer la légèreté avec laquelle nos responsables ont abordé ce problème. Cette pétition a recueilli en quelques jours plus de 700 signatures. AE va suivre de très près ce qui sera entrepris pour lutter contre cette pollution.

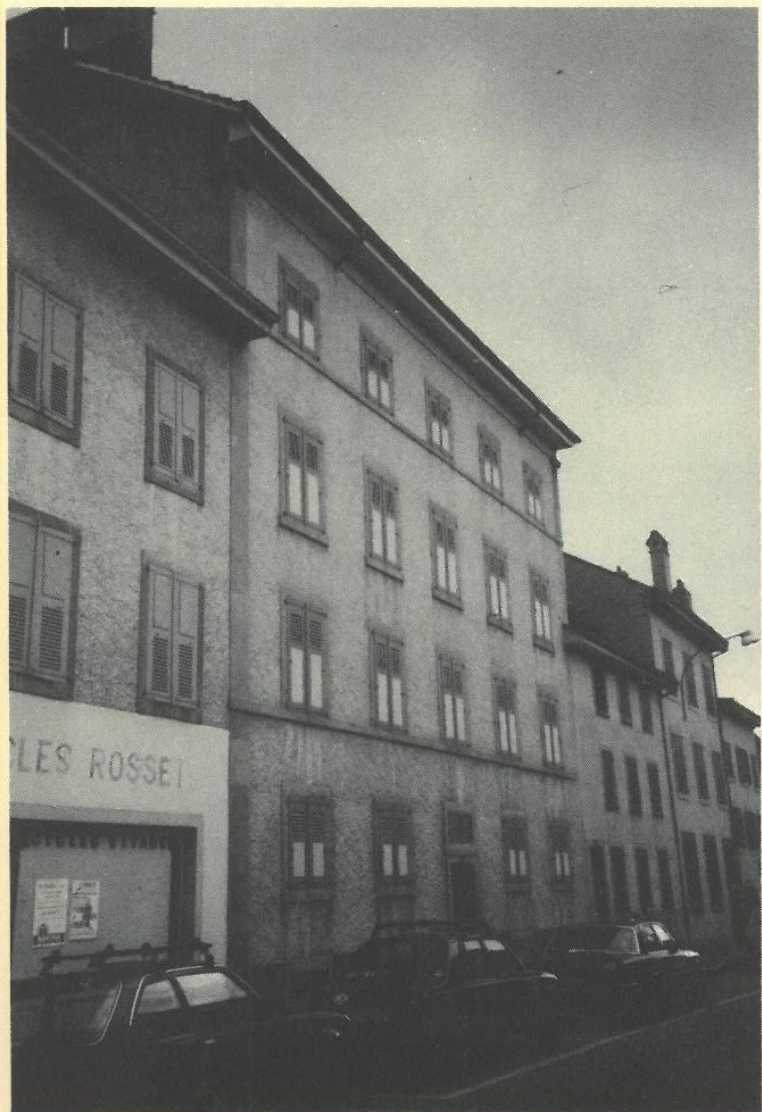
* Avez-vous d'autres sujets de préoccupations ?

G. Millasson : La qualité de la vie, c'est aussi une politique sociale et culturelle conséquente. Aussi nous préoccupons-nous de problèmes comme les garderies, la mise à disposition de locaux pour les jeunes, le développement de projets culturels régionaux. Nous avons soutenu la pétition lancée par des jeunes pour l'obtention de locaux.

* Et les élections communales ?

J.-M. Comment : Les élections communales ne sont qu'une échéance parmi d'autres. Nous sommes pour la constitution d'une liste alternative et de gauche, regroupant toutes les personnes actives sur Yverdon. Nous sommes pour que cette liste soit apparentée aux autres forces de gauche afin qu'aucune voix ne s'égare.

Propos recueillis par
Nicole Lehmann-Gigon



Rue d'Orbe ou des logements vides...

photo la brèche

* CAPITALISME ET CRISE *

DES CATASTROPHES PLUS OU MOINS NATURELLES

Les catastrophes naturelles les plus meurtrières sont liées à des phénomènes météorologiques dont les uns sont quasi instantanés ou ne durent que quelques jours (cyclones tropicaux, tempêtes, orages, inondations) alors que d'autres sont le résultat de l'accumulation de facteurs météorologiques (variations climatiques, sécheresse et désertification). Il est évidemment très difficile d'intervenir dans le cours des phénomènes météorologiques comme les cyclones, les tempêtes, etc. La seule possibilité pour en réduire les effets dévastateurs et meurtriers reste la prévention des populations concernées.

Cependant, tout le monde n'est pas égal devant "les colères de Dieu". Les conséquences des désastres météoro-

logiques, comme celles de toutes les catastrophes naturelles, sont aggravées par le sous-développement. C'est le constat d'un séminaire organisé à Stockholm par Earthscan (subventionné par l'ONU) et la Croix-Rouge suédoise. A l'absence de règles d'urbanisme s'ajoutent, dans les pays sous-développés, la mauvaise qualité des constructions, la déforestation, le surpâturage, l'impossibilité de prévenir et surtout d'évacuer en lieu sûr les populations menacées. Le sous-développement est le facteur primordial de la vulnérabilité des populations aux catastrophes naturelles. Ainsi chacune de ces catastrophes tue, en moyenne, 4000 personnes dans les pays à bas revenu, 500 dans les Etats à revenu moyen et 200 dans les pays à haut revenu. Autre base

de comparaison : le nombre total de victimes tuées au cours des catastrophes naturelles ayant frappé divers pays de 1960 à 1980. Parmi les pays ayant les revenus les plus bas, le Bangladesh vient en tête avec 633 000 morts pour 63 désastres naturels ; suivent la Chine (247 000 morts en 20 désastres), l'Ethiopie (103 000 morts en 16 désastres) et l'Inde (60 000 morts en 96 désastres). Dernier exemple révélateur. En 1974, le cyclone Fifi a tué 5000 habitants du Honduras, alors que, la même année, le cyclone Tracy (de force comparable) a fait 49 morts à Darwin (Australie). Mais la quasi totalité des 20 000 habitants de Darwin avaient été évacués, avant que la ville soit détruite en partie.

Burke

Pour cette même raison, les Etats-Unis et leurs acolytes visent à étrangler ce peuple et sa révolution; ils n'hésitent devant aucun moyen pour dépeindre le régime comme "totalitaire". Mieux, ils font tout — financièrement, politiquement, militairement — pour contraindre le pouvoir sandiniste à des mesures nécessaires d'autodéfense. Leur but : les présenter comme la "preuve" d'un cours "totalitaire". Ils cherchent de la sorte à créer de meilleures conditions politiques, avant tout aux Etats-Unis, pour justifier une intervention militaire de plus grande envergure.

Souligner les traits essentiels de la "démocratie populaire" sandiniste ne relève pas seulement du besoin de comprendre la simultanéité entre transformation sociale et démocratisation effective de la société au Nicaragua, mais aussi de l'exigence d'une riposte à la campagne mensongère dont les médias se font avec complaisance les haut-parleurs.

LES MASSES PRENNENT LE POUVOIR

"Nous pouvons affirmer qu'au Nicaragua le programme socialiste a toujours été inséparable de la construction d'une démocratie substantielle."³ Ce mariage entre une profonde transformation économique, sociale et politique — qui est un processus sur le long terme — et un approfondissement de la démocratie à tous les niveaux ne peut être saisi sans mettre en relief le processus qui conduit à la victoire de juillet 1979 et la nature du pouvoir qui se construit depuis lors.

Tout d'abord, le renversement de Somoza a impliqué une intégration des masses à une lutte prolongée, couronnée par des insurrections populaires et une offensive militaire conduite par le FSLN (Front sandiniste de libération nationale). Sous l'impulsion des sandinistes et à partir des besoins du combat, les paysans, les couches paupérisées des villes, la jeunesse scolarisée, les femmes se sont dotés d'organisations de masses. Réunies dès 1978 dans le MPU (Mouvement peuple uni), elles ont exprimé, sous l'hégémonie politique du FSLN, leur incorporation politique au combat contre la dictature et l'impérialisme.

Cette participation populaire à tous les aspects de l'assaut contre une dictature — installée par les Etats-Unis dans les années trente — débouche, une fois la victoire acquise, sur un pouvoir des travailleurs. Ainsi, Bayardo Arce, un des Neuf Commandants de la Révolution, indiquait en 1980 : "Nous affirmons catégoriquement que les classes laborieuses de notre pays sont conscientes qu'au travers du triomphe sandiniste elles ont pris le pouvoir. Ce sont les ouvriers et les paysans qui sont au pouvoir. Elles sont conscientes que leurs objectifs, aujourd'hui, consistent à améliorer, affiner, perfectionner leurs instruments de pouvoir."⁴ Carlos Nunez Tellez, autre Commandant de la Révolution, en avril 1980, souligne le rôle décisif des organisations de masses car : "L'Etat révolutionnaire que l'on commence à créer doit être avant tout un instrument au service de la révolution..."⁵

Dès le début, pour le FSLN, une dialectique concrète s'engage entre, d'un côté, l'utilisation du pouvoir conquis pour élargir la participation des masses, leurs droits démocratiques et sociaux (alimentation, alphabétisation, santé, droit d'organisation syndicale, droit de réunion, etc.) et, de l'autre, leur constitution en un sujet direct de la transformation de la société, au plan économique, social, politique et culturel. "Pour le Front sandiniste la démocratie ne se mesure pas uniquement sur le terrain politique et ne se réduit pas seulement à la participation du peuple dans des élections. Démocratie... signifie participation du peuple dans les affaires politiques, économiques, sociales et culturelles. Plus le peuple interviendra dans ces domaines, plus cela sera démocratique..."⁶

Evidemment, dans un pays marqué par des décennies d'exploitation impérialiste et d'oppression, pour mener à bien ce processus, pour faire des paysans et travailleurs les acteurs directs et conscients de leur propre histoire, une condition consiste à gagner et à consolider la souveraineté, l'autodétermination, l'indépendance nationale effective. Victor Tirado Lopez, après avoir exposé tous les obstacles élevés par la crise économique internationale, par le legs de la dictature et par l'agression militaire, souligne que : "Pour notre pays, la révolution signifie que... nous, en dernière instance, décidons (sur la façon d'utiliser les ressources naturelles ou d'établir une nouvelle collaboration économique)." ⁷

Ce combat pour la souveraineté — qui prend aujourd'hui la dimension d'une résistance militaire massive contre les attaques des contras et de l'impérialisme — forge aussi la conscience nationale des masses et entremêle l'émergence d'une nation constituée avec celle de son pouvoir populaire.

C'est, entre autres, pour cette raison que les contras et leurs représentants politiques disposent d'une audience politique des plus restreintes, et ceci malgré les difficultés économiques gigantesques que traverse la révolution. A juste titre, Daniel Ortega pouvait dire, après les élections de novembre 1984, que, au-delà des différences politiques avec une grande partie de ceux qui n'avaient pas voté sandiniste (40 o/o), il y avait dans le seul fait de participer aux élections un "vote en faveur de la souveraineté" ⁸.

Evidemment, cette force de la mobilisation anti-impérialiste ne peut effacer à elle seule les différences d'intérêts matériels concrets qui traversent ce "corps électoral" qui s'est prononcé contre l'intervention américaine en votant. Elle ne peut gommer les stigmates sociaux laissés par une guerre civile terrible, par des décennies de dictature (52 o/o d'analphabètes en 1979, 200 enfants sur mille qui mouraient en bas âge, etc.), par les effets d'une strangulation économique appliquée cyniquement par Washington.



La démocratie sandiniste au Nicaragua (I)*

L'administration Reagan redouble d'efforts pour étrangler la Révolution nicaraguayenne. Elle utilise tous les moyens : campagne de propagande mensongère, boycott économique, pressions diplomatiques orchestrées internationalement, attaques militaires par contras interposés. Dans cette Sainte Alliance de fait contre un peuple qui lutte pour décider de son avenir, les bourgeoisies européennes ne manquent pas — malgré des différences — d'apporter leur contribution. Elles distribuent des diplômes de "démocrates" aux porte-parole les plus présentables de la contre-révolution armée, tel Arturo Cruz. Elles bloquent des crédits vitaux pour le développement du pays. Ainsi, l'Espagne du social-démocrate Felipe Gonzales vient de suspendre une ligne de crédit de 7,1 millions de dollars (19 millions de francs suisses) ¹. Même le Mexique et le Venezuela n'hésitent pas à faire pression sur les sandinistes en coupant les livraisons de pétrole.

Cette conjuration internationale, le terme n'est point trop emphatique, traduit l'effroi de l'impérialisme et de plus d'une bourgeoisie au pouvoir en Amérique latine face à l'attraction sur les masses exploitées et opprimées du continent sud-américain de la révolution nicaraguayenne.

En effet, la "Révolution populaire sandiniste affirme dans sa pratique une alternative démocratique pour la construction du socialisme."² Elle convoque l'espoir à l'échelle internationale, une espérance qui menace l'impérialisme.

* Le prochain numéro de La Brèche publiera la seconde partie de ce dossier.

LES ORGANISATIONS DE MASSES

Pour faciliter l'exposition, nous délimiterons cinq aspects du "pouvoir populaire", dans cette période de construction d'un nouveau Nicaragua, encerclé par l'impérialisme.

La "démocratie sandiniste" repose d'abord sur les organisations de masse. Elles ont pour fonction de défendre les intérêts de divers secteurs du peuple, d'unifier ces couches populaires, de donner au citoyen nicaraguayen, pour la première fois, la possibilité pratique de faire valoir collectivement et individuellement ses droits au plan social, économique, politique. L'intégration dans ces organisations de masse est volontaire. Elles participent donc directement du renforcement conscient du nouvel Etat ouvrier.

Leur développement est l'une des caractéristiques de la révolution. On y trouve, entre autres, la Centrale sandiniste des travailleurs (CST) et l'Association des travailleurs de la campagne (ATC), organisations syndicales qui réunissent aujourd'hui environ 75 o/o de la population salariée urbaine et rurale ⁹. S'y adjoint l'UNAG (l'Union nationale des agriculteurs et éleveurs), qui regroupe les petits et moyens paysans. En outre, les femmes peuvent adhérer à l'AMNLAE (Association des femmes nicaraguayennes "Luisa Amanda Espinoza"), la jeunesse à la Juventud Sandinista 19 juillet. Enfin, dans le prolongement de la constitution, des instru-

ments d'auto-organisation et de lutte contre la dictature, les Comités de défense civil (CDC), la population peut s'intégrer aux CDS (Comités de défense sandiniste), dont les tâches d'administration locale sont multiples.

Cette activité dans les organisations de masse — où la défense des droits collectifs est le moyen de défendre ses intérêts et droits particuliers — introduit une rupture radicale avec une histoire où les travailleurs étaient taillables et corvéables à merci, atomisés par la répression, dépossédés des droits les plus élémentaires. Dans la participation à ces organisations, il y a l'accession pour ce peuple à la dignité.

D'autant plus que le FSLN respecte l'autonomie de ces organisations. Elles ne sont point des courroies de transmission. "La plupart des plus exigeantes critiques faites à l'Etat et au FSLN proviennent de la Jeunesse Sandiniste et de l'Association des Travailleurs de la Terre."¹⁰ Déjà en 1981, la direction du FSLN soulignait : "Les organisations de masses... disposent de droits suffisants de recours quand ces organisations se rigidifient, ceci depuis la critique interne, la critique publique, l'utilisation de tous les moyens de communication jusqu'à la mobilisation pour exiger les mesures capables de garantir que leurs revendications soient prises en compte."¹¹ C'est dans cette optique que le droit de grève, qui avait été suspendu face à la conjonction des difficultés extrêmes de la reconstruction et de grèves, certaines pilotées par des syndicats liés à l'AFL-CIO américaine, a été rétabli en décembre 1981 par le Conseil d'Etat.

AUTONOMIE ET DÉMOCRATIE DIRECTE

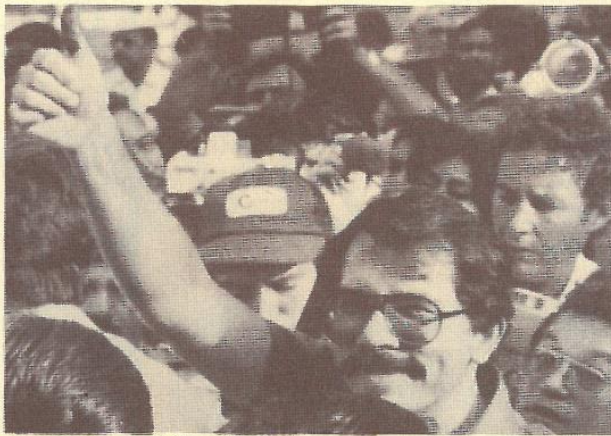
Cette autonomie implique de même que diverses positions — organisées entre autres sous la forme de partis — puissent s'y exprimer. Comme d'ailleurs peuvent s'organiser et s'exprimer diverses centrales syndicales, dont certaines sont réunies dans la Coordinadora Sindical Nicaragüense, organisme dans lequel les débats sont très ouverts et qui préfigurent un possible processus d'unification syndicale ouvert¹². Dans ces organisations de masses, le FSLN se bat pour l'hégémonie politique et pour l'obtenir à partir de la "pédagogie sociale", de sa pratique et de son programme, de la force de conviction et de la qualité humaine et militante de ceux qui se réclament le plus directement de lui.

D'aucuns, parmi la social-démocratie, prétendent que le jeu est truqué car le FSLN dispose du contrôle de l'essentiel de l'appareil d'Etat et de l'armée. Cette critique provient certes d'un courant dont l'expérience de contrôle des appareils bureaucratiques syndicaux est riche ! Mais elle passe à côté d'un problème. Le poids et les responsabilités du FSLN au niveau du gouvernement l'identifient aussi avec toutes les difficultés auxquelles doivent s'affronter les travailleurs. Les sociaux-démocrates en savent quelque chose ! En France ou en Espagne, lorsqu'ils prennent la tête de la politique d'austérité, ils expérimentent le discrédit et le lourd tribut électoral et syndical à payer. Or, le FSLN, malgré tous ces obstacles, et sans user de la répression, non seulement a conservé son audience, mais il l'a renforcée.

Voilà la meilleure illustration que son hégémonie repose sur une légitimation issue de la lutte contre Somoza et l'impérialisme et de son identification avec la conquête de la dignité — au sens le plus large — par les masses.

Assurément, ces organisations de masses connaissent des dysfonctionnements, des hauts et des bas. Carlos Nunez rappelait quelques-unes des limites à leur développement : le manque de cadres ; le niveau culturel, technique insuffisant ; les difficultés à dépasser — surtout dans un pays essentiellement agricole — les intérêts particuliers et locaux les plus immédiats pour intégrer au niveau de la conscience de masse des perspectives plus générales et à moyen terme ; les efforts et sacrifices exigés par la reconstruction ; les tendances toujours existantes à la bureaucratisation et à la prévarication dans une situation de pénurie de biens de première nécessité ; la tension entre les sacrifices gigantesques fournis par les masses laborieuses (guerre civile, effort de production et nouvelle guerre d'agression) et les résultats immédiats au plan matériel, malgré les progrès effectués¹³.

Toute l'expérience historique le prouve : le degré de conscience, de mobilisation, de démocratie et de participation directe des masses est une assurance contre les effets désagrégeurs d'une misère entretenue par la politique d'encerclement impérialiste. Mais cette assurance n'est pas "tous risques". Perdre de vue le contexte économique, social, militaire dans lequel s'effectue la construction du "pouvoir populaire" au Nicaragua, au nom d'une appréhension a-historique et a-sociale de la démocratie, revient simplement à ignorer, d'une part, les résultats de décennies d'exploitation et d'oppression par l'impérialisme d'un peuple réduit au silence durant des siècles. D'autre part,



Daniel Ortega, président élu du Nicaragua.

c'est proposer comme "modèle" celui d'une démocratie où l'individu-isolé-citoyen libre n'est que le reflet institutionnel du prétendu rapport "libre" et "égalitaire" entre le propriétaire libre des moyens de production et l'ouvrier "libre" (de se faire licencié, baisser son salaire ou de compenser sa maigre sécurité sociale par la "prévoyance individuelle").

Ce modèle-là, les Nicaraguayens l'ont déjà expérimenté, dans sa substance, si ce n'est dans sa forme politique, sous Somoza. Ils ont dit : "Non, merci !"

(à suivre)

UDRY Ch. André
7 avril 1985

1. *Latin American Newsletters*, Weekly report, 29 mars 1985.
2. José Luis Coraggio, "Revolucion y Democracia en Nicaragua", *Cuadernos de Pensamiento Propio*, INIES, p. 5.
3. José Luis Coraggio, *idem*, p. 5.
4. Bayardo Arce, "El papel de las fuerzas motrices antes y despues del triunfo", *serie orientacion sandinista*, No 6, 1980, p. 29.
5. Carlos Nunez Tellez, "El papel de las organizaciones de masa en el proceso revolucionario", *serie orientacion sandinista* No 3, 1980.
6. *Barricada*, 24 août 1980, "Comunicado oficial de la Direccion Nacional del FSLN sobre el proceso electoral".
7. Victor Tirado Lopez, Commandant de la Révolution, *La respuesta a la crisis es la Revolucion*, brochure éditée par la CST en 1982.
8. *Pensamiento Propio*, No 19, diciembre 1984, p. 8.
9. Carlos M. Vilas, "Democracia popular y participacion obrera en la revolucion sandinista", *Est. Social Centroamericano*, No 35, 1983, p. 103.
10. "Nous voulons la paix", lettre des Communautés chrétiennes du Nicaragua aux hommes et femmes qui, dans le monde entier, œuvrent pour la paix. *CIMADE-INFORMATION*, novembre 1984.
11. *Barricada*, organe du FSLN, 2 juillet 1981.
12. Voir à ce propos le discours de Victor Tirado Lopez devant l'Assemblée des ouvriers de la construction à Managua, le 12 octobre 1982, brochure éditée par la CST, citée sous chiffre 7.
13. Carlos Nunez Tellez, *op. cit.*, p. 13.



Des contras à l'entraînement en Floride.

Un "totalitaire" en cache un vrai!

Parmi les maîtres de l'intoxication véreuse et prétendument antitotalitaire auto-désignés pour épouailler le lecteur crédule, il faut relever les signataires d'un appel publié dans le quotidien français *Le Monde*, du 21 mars 1985. Il implore le Congrès américain d'accepter la proposition du locataire de la Maison Blanche de verser officiellement 14 millions de dollars aux contras. Cette obole devrait permettre de sauver "l'avenir de la démocratie" et de lutter "contre la dictature d'un parti totalitaire, le FSLN".

Ce conglomérat "d'intellectuels", parmi lesquels se retrouvent d'ex-chantres de Mao et Staline, a le culot — ou le ridicule — de réclamer un accroissement de l'intervention des Etats-Unis pour "sauver la démocratie".

Les marines des Etats-Unis sont déjà intervenus quatre fois dans l'histoire du Nicaragua, chaque fois pour assurer le pouvoir de l'impérialisme et d'un dictateur féal ; un "fils de p... mais le nôtre", comme l'avouait F.D. Roosevelt. Ces mandarins, démagogues d'une "démocratie" réservée à l'élite, ont-ils déjà vu une seule fois, dans le passé, les Etats-Unis intervenir en Amérique latine pour vaincre une dictature féroce ?

De plus, qui sont ces contras qui doivent "sauver la démocratie" ? Voici comment les jugent des membres d'une Commission d'enquête du Congrès américain : "Lors de témoignages devant le House Select Committee on Intelligence (Comité spécial du Congrès sur la politique de renseignement), des membres du Congrès et d'autres sources ont fait savoir que des représentants officiels de la CIA et d'autres personnes avaient présenté des preuves que les rebelles appuyés par les Etats-Unis (les contras) violaient, torturaient et tuaient des civils, y compris des enfants... Les rapports incluaient des données sur des groupes de civils, y compris des enfants et des femmes, qui avaient été brûlés, démembrés, aveuglés et dont la tête avait été coupée." (*International Herald Tribune*, 28 décembre 1984) R.J. McCartney, correspondant du Washington Post, se trouvait obligé d'émettre le jugement suivant : "De plus, ils (les contras) risquent de s'aliéner la population paysanne avec... leurs pratiques de vol des fermiers et de tueries des combattants blessés." (*International Herald Tribune*, 11 décembre 1984.)

Voilà les rédempteurs de la démocratie que nos pourfendeurs du totalitarisme veulent voir appuyés par celui, Reagan, qui dans les années soixante demandait que le Vietnam soit rasé par les bombes et "aplani comme une place de parking".

On peut se demander quelle est la "démocratie" que défendent ceux qui placent dans les contras et l'effort militaire accru des Etats-Unis la garantie des "libertés" !

Car un fait saute aux yeux de tous les "hommes probes" — catégorie qui se raréfie dans l'intelligentsia parisienne : "Dans les deux premières années de la révolution, mis à part le premier chaos initial — minime si on le compare au début d'autres révolutions — il n'y eut ni répression ni morts ni non plus attaques aux frontières. Il y eut un climat généralisé de paix malgré la lutte idéologique naturelle qui engagea un processus de changements profonds. La guerre est venue en décembre 1981, quand le gouvernement nord-américain décida d'appuyer en secret, à travers la CIA, les Gardes somozistes concentrés au Honduras. A partir de ce moment-là, la paix au Nicaragua s'est éloignée à mesure que s'imposait, au pays et à son armée, une guerre que le gouvernement révolutionnaire et le peuple ne veulent pas."¹

Et malgré cette guerre contre-révolutionnaire à la lisière du pays, malgré les attentats (contre les hôpitaux, les écoles, les coopératives), les sandinistes ont élargi les droits des masses et leur armée garantit la formation d'un pouvoir populaire. Voilà la véritable agression contre l'impérialisme et contre ceux qui, vivant des prébendes de médias-circus, pensent que rien ne peut changer et surtout que rien ne doit changer dans ce monde. Ceci au même titre où, à l'Assemblée nationale française, en mai 1791, la majorité des députés pensait que les droits de l'homme étaient ceux de l'homme blanc et de lui seul. Ainsi pouvait-elle proclamer sur "l'état des esclaves" : "L'Assemblée nationale a déclaré qu'elle ne délibérerait pas sur l'état des personnes non libres... un changement de condition serait contraire au bien général" !

Udry Ch. André

1. "Nous voulons la paix", Lettre des communautés chrétiennes du Nicaragua aux hommes et femmes du monde entier, œuvrant pour la paix — dossier de la *Cimade-Information*, novembre 1984.

Elections à Genève :

Liste unitaire ou faire cavalier seul?

Nous avons publié, dans notre dernier numéro "l'Appel pour une liste unitaire de Gauche" ainsi que la liste des premiers signataires. Cet appel vise à rassembler sur une même liste l'ensemble des forces actives de la gauche (hors Parti socialiste) pour assurer leur représentation au Parlement cantonal cet automne. Ceci à un moment où le Parti du travail (PdT) risque bien de passer en dessous de la barre du quorum (7 o/o, voir graphique). C'est pourquoi cette démarche unitaire d'une soixantaine de militants progressistes (dont une douzaine du PSO) s'adresse en particulier au PdT.

En réponse aux prises de position très virulentes de ce dernier, nous voulons rappeler ici certaines de ces prises de position et analyses récentes, en espérant par là contribuer à renouer le dialogue.

Le choc des résultats électoraux de 1981

Le 29 octobre 1981, au lendemain des dernières élections cantonales, marquées par un recul sans précédent du PdT (de 14,6 o/o à 10,4 o/o), Armand Magnin commentait cet échec de la manière suivante : d'abord, le PdT paie les retombées de la situation internationale (Pologne 1979, Afghanistan 1980, effondrement électoral du PCF 1981), ensuite, il est victime de ses propres faiblesses. "Nous n'avons pas suffisamment — ou trop tardivement — pris en compte les

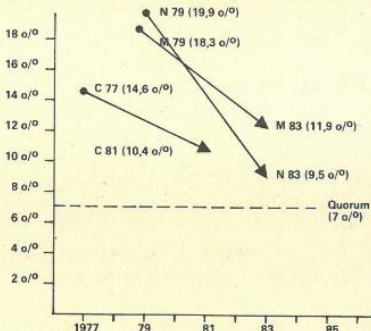
nouveaux problèmes qui ont notamment trait aux libertés, à l'égalité, à la qualité de la vie, aux nouvelles conceptions de vie..., note-t-il. Ces insuffisances nous ont partiellement éloignés des nouvelles couches sociales et de divers milieux progressistes qui agissent également en faveur d'une société meilleure." (Voix Ouvrière, 29 octobre 1981)

Vers l'ouverture ?

Le XII^e Congrès du PdT va tenter de répondre à ces carences. Sous le titre *Une politique d'alliance et*

d'ouverture sans sectarisme, la résolution générale souligne que "cette politique d'alliances est incompatible avec le sectarisme et toute volonté d'isolement". Les forces visées pour "développer un rapport positif et constructif" sont clairement désignées : avant tout les mouvements sociaux, en défense des droits de la femme, de la jeunesse, des locataires..., les courants écologistes, antinucléaires, pacifistes, etc.

Le PdT menacé par le quorum



Voici un résumé graphique de l'évolution des suffrages recueillis par le PdT à différents scrutins depuis 1977. M = municipales (Ville de Genève); N = nationales; C = cantonales.

Le regretté Robert Wicki va même plus loin lorsqu'il affirme : "... Nous devons tout faire pour que l'extrême gauche et les nouveaux mouvements sociaux comprennent que nous sommes plus proches d'eux que n'importe quel autre parti. Il faut que certains secteurs de notre parti comprennent l'importance de l'enjeu." (Voix Ouvrière, "Contribution au XII^e Congrès", 7 avril 1983.)

L'enjeu du débat actuel

La réaction brutale du PdT (voir son encart publicitaire) à la constitution d'un "Comité pour une liste unitaire de gauche" et à sa conférence de presse tranche nettement avec ses résolutions et prises de positions récentes, forgées au feu des revers électoraux. Et pourtant, le risque réel que le PdT ne recueille pas en 1985 les 7 o/o nécessaires pour franchir la barre du quorum indique l'importance de la discussion et la nécessité de l'aborder avec sang-froid. "Nous sommes un parti qui peut, qui veut contribuer à rassembler dans l'action toutes les forces progressistes, mais qui n'a jamais eu la prétention d'occuper seul le terrain", disait encore récemment A. Magnin (Voix Ouvrière, 11 octobre 1984). Il est donc grand temps de bâtir l'unité de la gauche active, dans le respect de sa diversité, aussi sur le terrain électoral et parlementaire. Il est moins une !

Nous sommes convaincus qu'une telle liste unitaire exprimant sans ambiguïté la convergence de forces différentes pour une politique de résistance active à la poussée de la droite et des idéologies réactionnaires, pourrait permettre de garantir une représentation de ces courants (PdT y compris) au Parlement. Aucun des partenaires ne peut prétendre chapeauter cette démarche unitaire, au risque de lui enlever toute crédibilité et tout pouvoir de conviction. Espérons que le PdT le comprenne avant qu'il ne soit trop tard.

Jean Batou



BOÎTE AUX LETTRES

«Liste unitaire de la gauche»

Le 20 mars, la presse genevoise rendait compte des propositions faites au Parti du Travail par un «comité pour une liste unitaire de gauche, au sein duquel les commentateurs de la politique locale se sont accordés à déceler une forte présence de militants du Parti Socialiste Ouvrier, qui ne s'en cachait pas, ainsi que quelques personnalités communistes et socialistes. Le jour suivant, nous apprenions (toujours par la presse locale) que la parenthèse unitaire était fermée : le Parti du Travail repousse la proposition qui lui est faite, un membre du comité directeur du PS lui emboîte le pas.

Fin du débat ? Que non pas. La démarche du «comité pour une liste unitaire» vaut mieux que les réactions qu'elle a suscitées, et l'idée d'un regroupement de la gauche «non-socialiste» à Genève a toutes les chances de faire son chemin, malgré le faux-pas de ces derniers jours.

En récusant sans débat (du moins pour l'instant) ce projet de regroupement, le Parti du Travail a perdu une occasion de renouveler son image de marque et ses références politiques, et le porte-parole (officiel ou non) du PS une occasion de se taire : il ne semblait pas que le Parti du Travail soit dans une situation où, pour reprendre une expression de Léon Nicole, «les perspectives (soient) plus belles que jamais», ni que le PS ait grand-chose à craindre de la «recomposition» de ses marges de gauche... pourquoi alors ce refus sec et sectaire ?

L'argumentation développée par le PdT à l'appui de sa réponse au comité pour une liste unitaire fleurit bon la langue de bois et le procès d'intention. Tout y passe : «manœuvre de diversion», «opération d'intoxication», «division de la gauche». Manœuvre de diversion, le constat du recul électoral constant du PdT depuis vingt ans ? Opération d'intoxication, le rappel de la fatidique limite de 7%, en deçà de laquelle un parti n'a plus de représentants au parlement genevois ? Division de la gauche, la volonté de rassembler les forces éparées et concurrentes de ce qu'il reste de l'extrême-gauche genevoise (si tant est que l'on puisse encore considérer le PdT comme un parti d'extrême-gauche) ? A vrai dire, la réaction du Parti du Travail témoigne d'une volonté de maintenir un monopole fort ébréché : celui de la

représentation de la gauche non socialiste. L'arrivée au Parlement de députés trotskystes ou de représentants des mouvements d'habitants remettrait en cause ce monopole vieux de quarante ans : le PdT semble avoir préféré le risque de disparaître du Parlement à celui de partager les bancs de l'«extrême-gauche» avec des mouvements qu'il n'a cessé de combattre. C'est un choix dangereux, et difficilement justifiable : on ne peut pas à la fois reprocher aux «gauchistes» de se situer «en marge» de la gauche traditionnelle et leur claquer la porte au nez lorsqu'ils tentent de sortir de cette marge.

Quant à la réponse donnée par le «porte-parole» du PS (à une question qui n'était d'ailleurs pas posée au PS), elle est plus dérisoire encore que celle des communistes. Que le PS soit assez «fort» pour partir seul aux élections est une évidence (même si cette évidence s'accompagne de la déclaration — prématurée — que l'appareillement exclusif avec le PdT sera reconduit pour cet automne). Il n'en découle pas qu'il faille refuser un appareillement avec le PSO, alors que le PS a par deux fois déjà accepté un tel appareillement : lors des élections cantonales de 1981, où l'obstruction du PdT a fait échouer le principe de l'appareillement général de la gauche) et lors des élections nationales de 1983 (où un tel appareillement a été conclu) (...).

Par ailleurs, la réponse donnée au nom du PS est totalement prématurée, puisque le choix des appareillements est du ressort exclusif de l'Assemblée générale du parti, et non de la compétence de quelque Politburo que — fort heureusement — les structures démocratiques du parti ignorent. Le manque de courage et d'imagination politique dont témoignent les reproches adressés aux socialistes signataires de l'appel pour une liste unitaire de gauche est éloquent : quand le «sens politique» consiste à ne pas oser faire un pas hors du chemin électoral balisé depuis quinze ans, c'est une qualité que d'en manquer.

Pascal Holenweg
président section PSG Rive-Gauche
(Ville de Genève),
membre du comité central du Parti
socialiste suisse

(Les textes publiés sous cette rubrique ne reflètent pas forcément l'avis de la rédaction.)

"Le Courrier" du 27 mars 1985.



BOÎTE AUX LETTRES

A propos des élections cantonales Une réponse du Parti du Travail

On ne peut que s'étonner qu'un membre qui se veut responsable du Parti socialiste genevois et du Parti socialiste suisse tance, par voie de presse, le «porte-parole» de son parti (ce qui, après tout, est une affaire interne du PS) et le Parti du Travail à propos de l'appel lancé pour «une liste unitaire de gauche» pour les prochaines élections cantonales. Le Parti du Travail, par un communiqué de presse, a déjà fait connaître son point de vue sur ce qui, à ses yeux, est «une manœuvre de diversion ayant pour but d'affaiblir le Parti du Travail et de faire croire qu'il n'atteindra pas le quorum».

Une démarche qui, si elle recevait son approbation, équivaldrait pour le Parti du Travail à devoir se saborder alors que depuis 40 ans il est l'une des forces politiques représentatives de ce canton. Et que la seule formation politique autour de laquelle s'articule cet appel (le PSO) n'a obtenu que 1,4% des suffrages lors des dernières élections cantonales.

On comprend donc qu'une telle démarche est complètement irréaliste, non seulement d'ailleurs en regard de l'identité du PdT, mais même par rapport à l'impact électoral que les promoteurs de cet appel peuvent aussi obtenir. En considérant que les électeurs peuvent être manipulés par les états-majors politiques et les suivent de manière moutonnaire au gré de leurs changements d'orientation ou de label.

Mais, pour en revenir au fond du débat, rappelons tout de même que contrairement à ce que l'on veut faire croire, le Parti du Travail n'est nullement opposé à l'action unitaire de la gauche comme le prouve toute sa politique passée et présente (notamment son appareillement avec le Parti socialiste pour les prochaines élections). Il ne refuse pas non plus, a priori, de collaborer avec d'autres forces de gauche, à la gauche du PS comme l'ont montré plusieurs actions communes et son appareillement conjoint avec le PS et le PSO aux élections fédérales de 1983.

La question ne peut cependant pas se poser dans les mêmes termes pour les élections cantonales, régies par la loi du quorum de 7% (que nous n'avons ni voulue ni instaurée) qui ne permet aucune addition de suffrages pour les formations ne l'ayant pas obtenu. Il y a donc nécessité du regroupement des voix de gauche sur les listes qui ont les meilleures chances de dépasser le quorum pour lui donner la plus forte représentation électoral.

Le Parti du Travail, conscient cependant de la situation, de la diversité des motivations et des forces qui contestent la politique bourgeoise, ne s'était pourtant pas refusé à envisager une possibilité de candidats hors-parti sur sa liste et son assemblée de délégués du 30 janvier avait précisé que pour cette raison «il décide d'ouvrir sa liste de candidats à des représentants d'autres milieux progressistes».

Il ne s'agit donc pas, comme le prétend P. Holenweg, d'un refus sec et sectaire. Et donc non plus d'une récusation sans débat, lequel a eu lieu à cette assemblée de délégués du 30 janvier où cette stratégie a été approuvée à l'écrasante majorité des participants. Et dans cette optique, ce n'est nullement le PdT qui semble «préférer la disparition du Parlement cantonal» (une crainte ou un espoir pour certains de nos «donneurs de leçons») par crainte de partage des sièges, mais ceux qui veulent jouer aux apprentis sorciers en pensant profiter des «beaux restes» électoraux du PdT. Lequel n'est d'ailleurs pas du tout pessimiste sur cette échéance électorale dans laquelle il compte bien se renforcer pour le plus grand profit des locataires, usagers des transports publics, petits et moyens salariés et contribuables qui viennent de lui témoigner leur confiance en signant massivement son initiative populaire «contre la hausse automatique des impôts (progression à froid)».

A. Hediger

"Le Courrier" du 2 avril 1985.

Le Parti du Travail...

...n'est pas autrement surpris de l'acharnement que l'on met à le discrediter et à prédire sa disparition. Après les attaques quotidiennes de tous bords, les calomnies de Polianski, l'incendie de nos locaux, c'est maintenant le PSO qui nous invite à nous saborder pour les prochaines élections cantonales ! Ceux qui sont à l'origine de ces attaques et de ces magouilles politiques vont au devant de cruelles déceptions. Leur acharnement démontre au contraire la justesse de l'action du PdT en matière d'impôts, de logements, de transports publics... Le PdT est plus que jamais déterminé à poursuivre cette lutte.

82-20

PdT

Placard publicitaire du PdT paru dans la "Tribune de Genève" et "La Suisse".

LE POP SAUVÉ PAR LE PSO

Aux élections cantonales neuchâteloises, le Parti ouvrier et populaire (POP, nom du PdT dans le canton de Neuchâtel) conserve quatre sièges au Grand Conseil : un dans le district du Locle, trois à La Chaux-de-Fonds. Dans ce dernier district, le POP obtient ses trois députés grâce au PSO.

Le quorum fixé à 10 o/o est atteint de justesse grâce à l'appareillement avec le PSO : 8,45 o/o pour le POP, 2,05 o/o pour le PSO. Comme le fait remarquer Gil Baillod dans *L'Impartial* du 1er avril : "... le Parti socialiste ouvrier sauve le quorum de l'extrême-gauche à La Chaux-de-Fonds..."

Si l'on regarde d'autres résultats de ces élections, on constate que, dans le district de Neuchâtel, Dind Jacques-Michel (tête de liste POP) fait 308 voix pour le Grand Conseil. Fabienne Che-

valley (tête de liste PSO et sans-parti) obtient également 308 voix. Pour le Conseil d'Etat, Alain Bringolf (POP et municipal de La Chaux-de-Fonds) fait 2491 voix sur l'ensemble du canton ; sa colistière, Frédérique Steiger-Béguin, 1745 voix. Les deux candidates du PSO et sans-parti, Fabienne Chevalley et Claire Magnin, réalisent respectivement 1096 et 1080 suffrages.

Il y a quatre ans, Bringolf obtenait sur l'ensemble du canton 5311 voix. A La Chaux-de-Fonds, le POP, avec 11,5 o/o, dépassait tout seul le quorum. Ainsi, malgré la tentative du POP de rajeunir et d'ouvrir ses listes, ce parti ne parvient pas à stopper sa chute entamée depuis plusieurs années déjà. Cette évolution tranche avec le 7 o/o réalisé dans le district de La Chaux-de-Fonds par la liste Ecologie et liberté qui s'y présentait pour la première fois.

P.G.

Elections au Salvador :

Le Sunday Times du 7 avril titre : "Les généraux donnent le feu vert à Duarte." Par là, l'hebdomadaire anglais révèle le fond de toute l'histoire : au-delà des résultats électoraux, ce sont les militaires qui détiennent la réalité du pouvoir. Eugenio Vides Casanova, chef de l'état-major salvadorien et ministre de la défense, le confirme à sa manière en déclarant à la télévision : "L'armée est fatiguée de ces litiges (accusations de fraude électorale massive portées par l'extrême droite, réd.), l'objectif c'est de gagner la guerre et pas de refaire des élections." (Repubblica, 6 avril 1985)

La victoire électorale de Duarte et de la démocratie chrétienne — il disposerait d'une majorité absolue à l'Assemblée —, concoctée par l'ambassade US, a une fonction politique internationale précise. Il s'agit de rendre présentable un gouvernement contre-révolutionnaire et une armée dont l'unique but est rappelé par le chef de l'état-major. Ainsi Pickering, ambassadeur américain au Salvador, signale : "Le reste du monde va reconnaître et appuyer dans le futur un pouvoir qui ne sera pas illégitime." (El País, 3 avril 1985) Ces élections se sont tenues et ont eu cette issue car elles représentent la solution la meilleure pour les Etats-Unis. La probable campagne d'intoxication qui les a précédées et qui exposait comme quasi certaine la victoire de l'alliance de la droite et de l'extrême droite¹ a facilité

Feu vert à Duarte

par la suite la présentation de ces élections comme un grand pas en avant de la démocratie, garantie par le succès de la démocratie chrétienne. Cette opération visait également la mobilisation de la base de la démocratie chrétienne, c'est-à-dire de l'Union populaire démocratique (UPD), syndicat essentiellement composé de petits paysans attachés à une réforme agraire modérée. Comme le constate placidement l'ambassade américaine : "L'argent arrive à Duarte, il doit faire l'affaire; dans ce cas que peut faire d'Aubuisson?" (Repubblica, 6 avril 1985)

Sur le plan interne au pays, plusieurs remarques s'imposent. La ligne de fond de ceux qui détiennent le pouvoir et de l'impérialisme américain, représentés par l'armée, la seule institution bourgeoise cohérente au Salvador, reste de gagner la guerre. C'est dans ce cadre que ces derniers veulent inscrire de possibles "négociations" entre le FMLN/FDR (Front Farabundo Martí de libération nationale) et le pouvoir. Le Financial Times (28 mars 1985) vient de le mettre en évidence : "L'objet de l'exercice (les négociations, réd.) après tout, comme l'admettent en privé les officiels américains, c'est d'empêcher la gauche d'atteindre le pouvoir." C'est pourquoi Duarte va insister pour que les négociations "respectent" le cadre institutionnel avec pour objectif d'emprisonner le FMLN/FDR dans celui-ci tout en tentant de l'affaiblir militairement. Pour cela, l'administration Reagan est prête à y mettre le prix. Le Financial Times (4 avril 1985) indique que, depuis le début de la guerre, 1,6 milliard de dollars (4,16 milliards de francs) ont été versés officiellement. Cette somme équivaut au 40 o/o de la dette extérieure de la Bolivie.

La tâche de Duarte ne sera pas facile. Malgré toutes les difficultés, la capacité militaire du FMLN est encore grande. Duarte ne peut compter que sur un appui populaire fort restreint. Sa base sociale est limitée. La faible participation électorale — environ de 50 o/o inférieure à celle des précédentes échéances — en est un témoignage de plus. Ses appuis institutionnels sont fragiles. En outre, la crise économique s'est transformée en un véritable effondrement.

Un élément important pour le futur sera la stratégie politique développée par le FMLN dans la phase à venir, stratégie qui dépend des rapports de forces sociaux et militaires et des positions prises en son intérieur par ses diverses composantes. Face à cette gigantesque manœuvre de l'impérialisme, la solidarité avec le combat du FMLN s'impose plus que jamais.

P. Girardet

1. Cette alliance est composée de l'ARENA du major d'Aubuisson, du Parti de la conciliation nationale (PCN) qui est le parti des militaires et du Parti institutionnel (PAISA), une scission d'extrême droite du PCN.



Grève des mineurs britanniques :

«NOUS N'AVONS PAS ABANDONNÉ»

* ENTRETIEN AVEC ANN SCARGILL ET BETTY COOK *

A la fin mars, Betty Cook et Ann Scargill (la femme du leader du syndicat des mineurs) ont effectué une tournée de meetings en Suisse romande. Toutes deux ont activement participé au groupe "Femmes contre la fermeture des puits". Malgré la reprise du travail dans les mines, cette tournée a rencontré un vif succès. C'est d'autant plus réjouissant que les mineurs et leurs familles doivent faire face à une situation matérielle dramatique. Durant la grève, leurs dettes se sont accumulées et la direction des charbonnages les leur fera payer jusqu'au dernier centime. La solidarité reste donc nécessaire.

La Brèche s'est entretenue avec Betty Cook et Ann Scargill qui nous font part de leur jugement sur l'issue de la grève et ses effets à court terme.

La Brèche : Quelle est votre appréciation du résultat de la grève ?

Ann Scargill : Il n'y a pas eu de faiblesses dans cette grève. La grève est finie, mais la lutte continue. Nous n'avons pas abandonné. Le NCB (la direction des charbonnages, réd.) n'a pas fermé les cinq mines prévues. Sur ce point, nous avons gagné. La grève a coûté au gouvernement quelque chose comme 6,5 milliards de livres (environ 19 milliards de francs, réd.). Nous n'avons pas perdu cette grève et le moral reste excellent.

* Les dirigeants du Labour Party (social-démocrate) et du TUC (la centrale syndicale) ne se sont pas particulièrement engagés pour construire un véritable soutien aux mineurs. Pensez-vous que, s'ils l'avaient fait, la solidarité aurait pu s'étendre aux autres syndicats ? Quelles en auraient été alors les conséquences ?

Ann Scargill : Nous ne comprenons pas pourquoi, après les décisions de soutien votées aux congrès du TUC et du Labour, les dirigeants n'ont pas respecté ces engagements. Ne se rendent-ils pas compte que ce qui nous arrive aujourd'hui à nous, arrivera demain à l'ensemble du mouvement ouvrier ? Nous ne savons pas pourquoi ils ne nous ont pas soutenus.

Betty Cook : Même si les diri-

geants ne nous ont pas appuyés, la base par contre s'est énormément mobilisée en notre faveur. Il dépend de nous maintenant d'éduquer politiquement les gens, de leur faire comprendre qu'il faut travailler ensemble. Ça ne sert à rien évidemment de voter des résolutions de soutien aux congrès et de ne pas les appliquer ensuite.

Ann Scargill : Cette grève a politisé beaucoup de femmes de mineurs qui, avant, n'avaient jamais fait de politique. Certaines même n'avaient jamais voté. Il s'agit maintenant de garder ensemble ces femmes, de les faire adhérer au Labour. Quand elles nous disent : "Mais le Labour ne nous a pas aidés", nous répondons qu'il faut y aller pour que la prochaine fois le Labour se mobilise. Après cette grève, beaucoup de femmes seront candidates aux élections locales.

* Justement, parlons du rôle des femmes dans cette grève. Le NUM (syndicat des mineurs) a toujours eu la réputation d'être un syndicat très mâle. Avec la grève, l'état d'esprit des hommes a bien évolué. Pensez-vous que ceci durera dans la vie quotidienne et qu'on ne reviendra pas très vite à la traditionnelle division des tâches entre hommes et femmes ?

Ann Scargill : Cette grève a changé complètement hommes et femmes. Ils ont vu que nous étions avec eux dans les piquets et que cette grève n'aurait pas tant duré sans l'aide des femmes. Même les plus "mâles" l'ont compris. Beaucoup d'entre eux gardaient les enfants pendant que les femmes étaient aux piquets. Ils ne l'auraient jamais fait avant la grève. Lorsque les hommes sont retournés au travail, les femmes les ont accompagnés. Jusqu'à la fin, elles étaient contre l'arrêt de la grève. Nous sommes très déterminées car tout ce que nous avons, nous l'avons grâce à nos luttes.

Betty Cook : Quand on a accompagné les hommes à la mine, lors de la reprise du travail, les contre-maîtres ont voulu nous en barrer l'accès. Nous avons répondu que nous étions partie prenante de cette lutte et que la mine nous concerne tout autant que les hommes. Et nous sommes entrées.

S'il y a douze mois on m'avait dit que je viendrais tenir des meetings en Suisse et ailleurs, je ne l'aurais jamais cru. Maintenant, plus de problèmes. Je parle à la radio, à la presse, dans des assemblées... Je m'en sens tout à fait capable. Il a bien fallu car nous luttons pour nourrir nos familles. Du reste, la police a été aussi brutale avec nous qu'avec les hommes.

Ann Scargill : Dans mon village, une femme n'était plus sortie de chez elle depuis huit ans. Au cours de la grève, son mari et son fils furent arrêtés. Elle en est devenue tellement furieuse qu'elle les a remplacés au piquet de grève tous les jours. Maintenant, elle parle même à la TV.

La grève a également renforcé le sentiment qu'on forme une communauté. Tout le monde se parle, se rencontre, discute.

Propos recueillis par Brigitte Clot

Turquie :

LA LONGUE RÉSISTANCE DES KURDES

Diyarbakir (Kurdistan de Turquie), février 1985. Au terme d'un procès de masse ouvert en 1981, 624 accusés, 22 Kurdes condamnés à mort, 25 à la réclusion criminelle à perpétuité, 279 à des peines allant de 3 à 36 ans de prison, etc. Motif d'accusation : tentative d'établissement d'un Etat indépendant marxiste-léniniste sur une partie de la Turquie.

Dans *Le Matin* du 19 février 1985, Blaise Lempen fait un lien entre le silence choisi par le gouvernement turc à l'égard du massacre des Arméniens et l'ignorance des revendications kurdes, mot d'ailleurs officiellement banni par ce même gouvernement. Et de commenter : "La solution finale appliquée par Ankara vaut les méthodes utilisées par Khomeiny contre les opposants."

C'est vrai et ce n'est pas nouveau. Dans la Turquie des militaires, on condamne à mort et on exécute pour des délits d'opinion.

Depuis le coup d'Etat militaire de septembre 1980, cinquante exécutions ont eu lieu (les deux dernières les 7 et 25 octobre 1984 de deux militants de Devrimci Yol¹). On ignore le nombre de personnes mortes suite aux tortures ou ayant été assassinées.

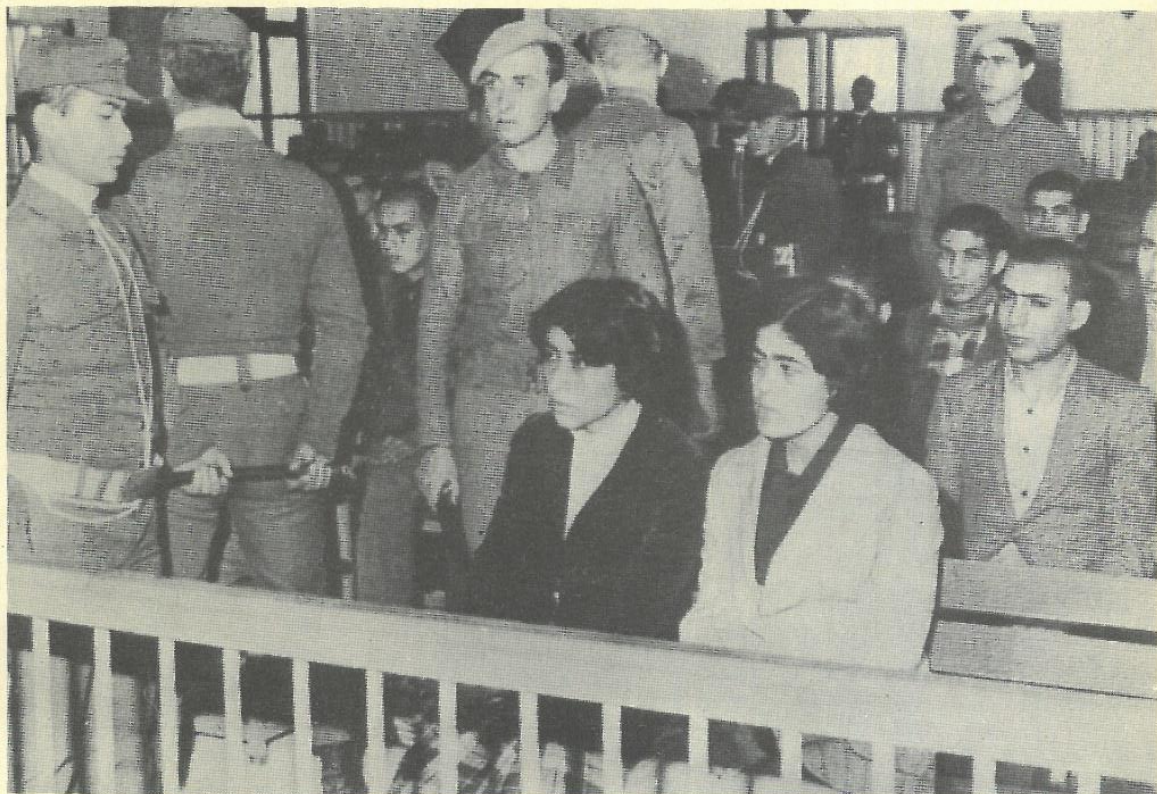
En janvier dernier, la peine de mort était requise contre trente Kurdes. Ils étaient accusés d'avoir participé aux actions menées en août 1984 par l'Unité de libération nationale (Front des mouvements luttant pour la libération du Kurdistan), composée en majorité par des militants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Rien de nouveau

C'est effectivement le spectre d'une "solution finale" qui se profile derrière ces condamnations, derrière l'occupation renforcée du Kurdistan par l'armée turque, derrière les arrestations de masse.

Mais les autorités turques n'ont pas attendu un début de résistance armée en août 1984 pour briser les velléités d'indépendance des Kurdes et exercer ce qu'on peut appeler une terreur préventive. Depuis des dizaines d'années, le peuple kurde subit des tortionnaires dont les méthodes n'ont rien à envier à celles du régime hitlérien. Subit mais résiste aussi. Jusque dans les prisons : dès 1982 ont lieu dans la prison de Diyarbakir les premières grèves de la faim, seul moyen de résistance pour ceux qui n'ont plus rien à perdre. Des grèves qui vont parfois jusqu'à la mort et qui permettent d'alerter l'opinion sur une réalité entourée souvent d'une singulière discrétion.

La lutte des Kurdes est mal connue. Pourtant elle n'est pas récente et ne se limite pas à la Turquie (voir encart).



Procès de Kurdes à Diyarbakir en février dernier.

ment réprimées commence. Citons celle du Mont Ararat en 1930, celle de Dersim en 1938, matée après deux ans de résistance de toute la population. Au terme des combats, les massacres de dizaines de milliers de personnes.

d'individus est unique au monde." (*Le Monde*, 18 mars 1985)

Une nation

Les Kurdes sont aujourd'hui plus de 20 millions au total. Toutes les mesures prises pour les assimiler ont échoué.

"Le simple fait que tout cela n'ait pas détruit le mouvement national ni étouffé l'aspiration profonde des Kurdes aux droits nationaux et à l'indépendance est une confirmation éclatante de la réalité de la nation kurde. (...)

"Pour toutes ces raisons, c'est le devoir élémentaire des marxistes révolutionnaires non seulement d'affirmer le droit du peuple kurde à l'autodétermination, mais de se prononcer aussi en faveur de l'indépendance du Kurdistan."

Jusqu'à aujourd'hui, les Kurdes n'ont pu compter que sur eux-mêmes. On peut se demander pourquoi les déclarations faites sur papier s'arrêtent là et pourquoi les partis de gauche sont restés si discrets sur la question.

On comprend mieux les silences des gouvernements occidentaux, des pays impérialistes et parmi eux de

ceux qui ont consacré le partage du Kurdistan et qui continuent leurs échanges commerciaux avec les pays colonisateurs des Kurdes. La répression politique se double d'une répression économique et la lutte de libération nationale du peuple kurde est aussi une lutte anti-impérialiste.

Comme le rappelle Kendal dans un livre⁵ consacré aux Kurdes :

"La lutte de libération nationale du peuple kurde ne peut que saper les bases économiques, politiques, militaires et idéologiques des classes dominantes turques et contribuer ainsi à la lutte pour le socialisme."

Lisa Flückiger

1. La Voix révolutionnaire, parti de gauche turc.
2. A la chute de l'Empire ottoman, Atatürk, considéré comme le père de la nation turque, prend la tête du mouvement nationaliste turc.
3. Voir *Le Monde diplomatique*, numéros de décembre 1983, l'article de H. Yildirim.
4. "La question kurde", in *IVe Internationale*, numéro d'avril 1982, article de Livio Maitan.
5. Kendal, *Les Kurdes et le Kurdistan*, Petite collection Maspero, 1981.

UNE HISTOIRE MILLÉNAIRE

Présent dans l'histoire depuis le VII^e siècle av. J.-C., tour à tour assujéti, subissant différentes oppressions, partagé en principautés ou ayant conquis l'indépendance, le peuple kurde a traversé les siècles, maintenant vivantes sa langue d'origine indo-européenne, sa musique et sa culture. En 1920, le Traité de Sèvres, signé au lendemain de la Première Guerre mondiale, préconise la création d'un Etat kurde sur une partie du territoire¹. Mais en 1923, lors du Traité de Lausanne — signé entre les puissances occidentales, la Grèce et la Turquie — un partage colonial place le peuple kurde sous le joug de quatre Etats (Iran, Irak, Syrie et Turquie). Les droits élémentaires d'un peuple (désormais son existence officielle est niée) ne comptent pas face aux intérêts pour le pétrole du Proche-Orient.

En Iran

Le gouvernement iranien va collaborer avec la Turquie pour réprimer les révoltes des Kurdes. Parmi les nombreux événements, tout n'est pas sombre. Lors d'une désintégration du pouvoir central iranien, les Kurdes réussissent à fonder, avec l'aide de l'URSS, la République de Mahabad en 1946. République qui ne dura qu'une année, mais "l'histoire ne compte pas en siècles. Une année de République de Mahabad aura marqué profondément l'histoire kurde. Et puis surtout, n'aurait-elle duré qu'un jour, elle aura montré que l'indépendance kurde pouvait ne pas être un rêve."

Puis le Kurdistan d'Iran est devenu une zone militaire. Depuis

1979, des centaines de villages ont été rasés par l'armée. A l'heure actuelle, les Kurdes mènent un combat armé pour l'autonomie et contre le régime de l'imam Khomeiny, sous la direction du Parti démocratique du Kurdistan iranien (PDKI).

En Irak

Cette partie du Kurdistan a été le théâtre de nombreuses révoltes. Des populations entières furent déportées des régions pétrolières vers le sud, en vue d'une politique "d'arabisation". Une loi d'autonomie promulguée en 1970 ne satisfait pas entièrement les Kurdes. Les positions divergent entre elles et ne sont pas simples à démêler. Mais c'est en Irak que les Kurdes ont trouvé le plus de liberté d'expression culturelle comme en témoignent de nombreuses publications en kurde.

En Syrie

La répression commence surtout en 1958 (accord Syrie-Egypte) et s'aggrave avec l'élaboration de la fameuse "ceinture arabe" en 1961. La population a le choix entre émigrer ou être transférée dans des régions désertiques. Tout Kurde exprimant un sentiment national est arrêté. De nombreux Kurdes se sont vu retirer la nationalité syrienne.

Aujourd'hui, ils sont tenus à l'écart et n'ont aucun droit spécifique.

1. A l'exclusion du territoire kurde de Syrie. De plus, cet accord ignorait les Kurdes de Perse.
2. Christiane More, *Les Kurdes aujourd'hui*, Editions L'Harmattan, 1984.

Dès l'époque d'Atatürk

Lors de la guerre d'indépendance (1919-1922) contre l'Empire ottoman, les Kurdes luttèrent aux côtés des Turcs, confiants dans les promesses de Mustafa Kemal Atatürk² : "Les Kurdes et les Turcs seraient comme des frères." Mais après la victoire, ils durent se rendre à l'évidence : "Seule la race turque existe" dans un régime kémaliste qui prend désormais une orientation nationaliste à outrance.

Une période de révoltes sauvage-

Dès 1932, les Kurdes sont déportés par centaines de milliers vers les montagnes d'Anatolie.

Pendant les périodes plus "calmes", des unités anti-guérilla — les commandos — sont mises sur pied à titre préventif. Elles opèrent toujours. Les récits des témoins de ces ratissages dans les villages sont insoutenables³. La langue et toute publication kurde sont interdites depuis 1924. "Ce parti pris singulier de nier jusqu'à l'existence d'une communauté de plusieurs millions

Argentine :

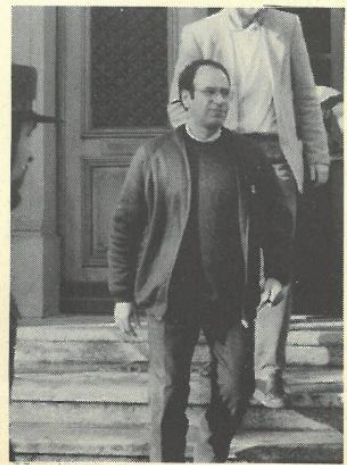
Intérêts suisses et barbouzes

La Commission d'enquête parlementaire argentine vient de confirmer publiquement que le trust suisse Motor Columbus et un consortium de banques mené par l'UBS ont, sous la dictature, forcé l'achat de la CIAE (compagnie d'électricité) par le gouvernement argentin à un prix dix fois supérieur à sa valeur réelle (voir *La Brèche* No 328, 20 octobre 1984).

Evidemment, M. Aubert se tait. Comme il se tait sur les agents argentins détenus en Suisse et leur extradition (*La Brèche* No 337, 16 mars 1985). A ce propos, l'un des agents, Martinez, a déposé plainte contre le journaliste Gasparini, auteur de cet article et d'autres sur le sujet. Martinez nie avoir participé aux "charters de la mort". Il l'a pourtant dit à son procès de Winterthour ! Mais il cherche sans doute à se "blanchir". Son

avocat vient de recevoir la demande d'extradition du gouvernement argentin (avec six mois de retard...) et Martinez veut à tout prix obtenir l'asile politique en Suisse...

M. T.



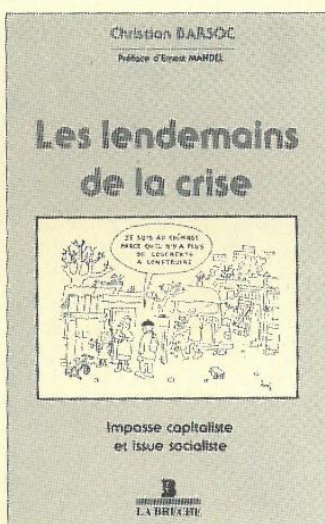
Martinez.

LES LENDEMAINS DE LA CRISE

Il y a deux manières de taire le mal incurable d'un patient : ne pas en parler ou au contraire en causer à tort et à travers, sur un ton badin. La science économique "officielle" a visiblement choisi la deuxième méthode à propos de la crise capitaliste. Elle a, il est vrai, des excuses : n'ayant pas pu ni voulu prévoir son apparition, il lui faut aujourd'hui l'exorciser, à grand renfort de discours.

Le premier mérite de l'ouvrage de nos camarades français¹ est de rappeler, non sans humour, l'aveuglement d'hier de tous ces docteurs Nimbus du capitalisme malade. Ce rappel salutaire n'épuise pas et de loin l'intérêt de ce livre, bref et clair, d'utilité publique. Dans le labyrinthe de la crise et de ses pseudo-explications, une boussole est nécessaire : *Les lendemains* en sont une.

Au départ, deux questions simples, voire naïves. Il semble pourtant du plus mauvais goût de les poser aujourd'hui à haute voix.



Des branchés pas inquiets

La première de ces interrogations, c'est "Où va-t-on?". L'exprimer suffit à vous faire passer pour un indécrottable sot : "On avance, on avance, ça change de plus en plus, ça décoiffe et on s'éclate ! Tel est l'hymne officiel beuglé dans tous les haut-parleurs. Et le premier qui demande "Mais où va-t-on" n'est bien sûr qu'un pauvre ringard." En bon ringard, Barsoc creuse pourtant la question. Dont la réponse est "nul ne sait",

s'agissant des "experts" bourgeois ou réformistes, distingués ou non. Mais alors, pourquoi cette impuissance, et pourquoi les crises ? "Pourquoi diable les dirigeants n'ont-ils jamais réussi à éliminer les crises, malgré les milliers d'économistes qu'ils paient et les tonnes de livres sur la question ?" Ne serait-ce pas parce que la crise est inhérente au capitalisme, qu'il ne peut fonctionner sans produire sa propre impasse ? C'est là la deuxième question, celle de la nature de la crise, que pose Barsoc. Une nature, des causes qui n'ont rien de mystérieux. Elles apparaissent même aux yeux d'un journal aussi peu marxiste que la *Vie française*.

"Comment oser dire aux peuples"...

"La crise, la vraie, est une crise de surproduction. L'économie mondiale est capable de produire beaucoup plus de marchandises que les marchés ne sont capables d'en absorber, voilà la réalité (...) Et c'est la raison pour laquelle on ne lui donne jamais son nom : comment oser dire aux peuples que cela va mal, que l'on ferme les usines parce que l'on produit trop ?"

Oui, comment oser dire aux peuples que Marx avait raison ? Mieux vaut brandir, comme un illusionniste ses lapins, les solutions miracles du monétarisme, des techniques keynesiennes, de la régulation ou encore de la révolution technologique. Vocables rébarbatifs, dont Barsoc montre l'irréalisable prétention (résoudre la crise sans rien changer au fond), mais aussi le coût social. Et ses victimes. Ecoutez Jean Boissonat, journaliste économique à *L'Expansion* et chroniqueur d'Europe 1 décrire ce qui nous attend : "L'avenir est probablement à un secteur industriel dépouillé de sa main-d'œuvre, avec un secteur des services à plus faible productivité (malgré l'informatique) qui emploiera l'essentiel des travailleurs : une partie grandissante de ceux-ci à temps partiel (seul moyen efficace de réduire la durée du travail sans alourdir les coûts de production) et une autre partie de salaires modérés. Car la faible productivité n'est supportable qu'avec de tels salaires, lesquels seront eux-mêmes tolérables dans la mesure où la plupart des familles compteront au moins deux salariés (...)" Ce

futur grisâtre évoque nécessairement une forte baisse des salaires, un chômage permanent, une mise au pas des travailleurs, un écrasement des plus faibles. "Le capitalisme, loin de tolérer un autre mode de développement, plus humain, pose comme nécessité préalable à tout redémarrage économique une gigantesque régression sociale."

Régression contre planification

Cette logique — dont *Les lendemains* met à nu les mécanismes — porte en elle la guerre comme terme ultime possible. S'y opposer fait donc partie des réflexes vitaux. Mais comment ? Barsoc avance ici une série de propositions, qui n'ont rien du dogmatisme achevé. Si tant est que la "rupture avec le capitalisme" est un mouvement conscient de millions de salariés, un recueil de recettes, même des meilleures, ne saurait suffire. Le problème n'est pas d'abord technique — déjà maintenant les multinationales ont les moyens de planifier leurs gigantesques ressources et production — que politique. L'embranchement qui sépare la voie de la plate gestion de la crise et celle de la rupture est clairement marqué. Un premier pas dans le bon sens consisterait, par exemple, à établir un recensement des ressources disponibles et des manques à combler. Commencer par établir la liste des besoins sociaux non satisfaits plutôt que celle des gros actionnaires à indemniser grassement, en quelque sorte. Sur cette base pourrait se développer une planification étroitement liée à la démocratie la plus large, celle qui était en germe dans les négociations "à la polonaise" de l'été 80.

Vaste programme ? Certes, mais, en allant croissant, son urgence réduira du même coup son apparente ambition.

Eric Peter

1. Christian BARSOC, *Les lendemains de la crise — Impasse capitaliste et issue socialiste*. Ed. La Brèche, Paris 1984.

Ce pseudonyme collectif (rappelant la formule "barbarie ou socialisme") désigne le Groupe de travail économique de la LCR (section française de la IV^e Internationale).

ALLEZ-Y
VOIR
VOUS-MÊMES !

LAUSANNE

Galerie Basta !, 4, Petit-Rocher
jusqu'au ma 30 avril : Pier Geering, "Tales from the crypt".

Théâtre Municipal

je 18, ve 19, sa 20 avril, 20h, di 21 à 15h : *Véronique*, opéra-comique de A. Messager. Orchestre de chambre de Lausanne, direction Jean-François Monot ; chœurs du Théâtre Municipal. Loc. 021 / 22 64 33.

Casino de Montbenon, Salle Pederewski

je 25, ve 26 avril : *Festival de jazz de Musique action Lausanne*. je 25, 20h30 : Galland-Poget Double Quartet — "On a marché sur l'objectif", spectacle musical d'après Hergé — Atelier Art Lande. ve 26, 20h30 : Vocal Unit — Krog-Halberg-Surman Trio. Chaque soir : Fr. 25.—, ét. Fr. 20.—. Loc. Service culturel Migros.

Casino de Montbenon, Salle des Fêtes

sa 27 avril, 21h : bal rétro, toutes les années 50 en une seule soirée avec Le Grand Orchestre du Café Romand, direction Jean-Marc Grob ; Charly Melita & the Torrid's, ensemble tropical ; Les Socquettes blanches, twist. Fr. 12.—. Loc. Serv. cult. Migros.

Théâtre Boulimie, 4, place Arlaud

jusqu'au sa 20 avril, 20h45 (relâche di et lu) : Vincent B. dans "Last Lunch", spectacle burlesque qui démenage dans tous les non-sens et qui fait follement rire. Loc. : 021 / 22 97 00.

Cinémathèque suisse, Casino de Montbenon

jusqu'au sa 27 avril : CINÉMA ITALIEN et rétrospective Jacques RIVETTE. 021 / 20 93 46.

Collection de l'Art brut, 11, av. des Bergières

jusqu'au di 2 juin, 10 à 12h et 14 à 18h, sa et di de 14 à 18h (fermé le lu) : Rosemarie Koczý

NYON

Le Cinématographe, Cinéma Rex

ma 23 avril, 20h30 : *Méphisto*, de I. Szabo (Hongrie, 1981).

CHEXBRES

Cinéma de la Grande Salle

ve 26, sa 27, 20h30 (sa aussi à 16h) : *From Mao to Mozart*, de M. Lerner (Isaac Stern en Chine) (USA, 1981).

GENÈVE

Théâtre Saint-Gervais, MJC, 5, rue du Temple

du me 17 avril au di 5 mai, 20h30 (di 17h, relâche

lu) : *Alice 85*, d'après "Alice au pays des merveilles", de Lewis Carroll ; traduction, adaptation et mise en scène, de Philippe Cohen. Une co-production Théâtre Saint-Gervais, Théâtre d'Argilla, Teatro Panzini. Loc. : 022 / 32 20 60.

7e de Saint-Gervais, 5, rue du Temple du ma 23 avril au di 5 mai, 20h30 (di à 17h, lu relâche) : *Donne-moi des nouvelles, ou Le petit théâtre de Messieurs Maupassant, Daudet et Giono*, de et avec Marie-Françoise Barde. 022 / 30 20 60.

Aula du Collège de Saussure

9, Vieux-Chemin-d'Onex, Lancy sa 20 avril, 21h : *Pierre Desproges*. Org. : Centre Marignac. Loc. 022 / 94 55 33.

Salle Patifio, 46, av. de Miremont

du ve 19 au sa 27 avril : rétrospective Jacques Rivette. ve 19, 19h30 : *Le coup du berger* ; 20h : *Le pont du Nord*. sa 20, 16h30 : *Paris nous appartient* ; 19h30 : *L'amour fou*. di 21, 14h : *Jean Renoir le patron* ; 16h30 : *La religieuse*. ma 23, 20h : *Duelle* ; 22h15 : *Norôit*. me 24, 20h : *Merry go round*. je 25, 20h : *Céline et Julie vont en bateau*. ve 26, 19h30 : *Out one / spectre*. sa 27, 20h : *L'amour par terre*.

Phil Oxéra

l'événement

Révoltes en Afrique du Sud :

L'incertitude des gouvernements occidentaux

Récemment la Chambre de commerce des Etats-Unis en Afrique du Sud s'est livrée à des considérations que l'on aurait pu croire inspirées d'un sentiment anti-apartheid. Elle se rendait compte, tout d'un coup, que le système du passeport intérieur, imposé aux noirs, devait être aboli, car le droit à la libre circulation des hommes est "au cœur du système de l'économie libre de marché". De même, il ne fallait plus déplacer de force les agglomérations noires hors des régions blanches. Enfin, le système du travail migrant devait être supprimé n'étant "ni souhaitable socialement, ni stimulant pour la production, ni, enfin, compatible avec une vie de famille et de couple".

Les saisonniers portugais en Suisse, tout comme les migrants clandestins mexicains du Texas, seraient heureux de tant de sollicitude. Mais ils n'habitent pas en Afrique du Sud, et leurs patrons ne se sentent pas menacés par une révolte généralisée. L'attitude du patronat sud-africain est conditionnée par une crainte réelle. Comme le dit le journal *Financial Times*: "L'une des raisons de cette attitude réside dans la crainte qu'en définitive le capitalisme en Afrique du Sud ne subisse le même sort que l'apartheid." (Cité dans *Spiegel*, No 14/1985) L'argumentation est fort simple: en cas de prise du pouvoir, la majorité noire risque d'abolir l'apartheid et le capitalisme, l'un et l'autre étant étroitement liés. Par contre, la survie du capitalisme est possible dans la

mesure où ses représentants prennent suffisamment tôt leurs distances à l'égard du système de l'apartheid.

Le spectre du désinvestissement

Les récentes révoltes en Afrique du Sud ont relancé le débat sur le soutien économique accordé par les bourgeoisies occidentales au régime d'apartheid. Les mouvements pour le boycott ont repris de l'ampleur, aux Etats-Unis en particulier. Ceci est dû, d'une part, à l'existence d'une minorité noire, méprisée par l'administration Reagan, et fortement engagée, avec des milieux d'Eglise, dans la mobilisation anti-apartheid et, d'autre part, à l'absence de résultats tangibles de la poli-

tique dite "d'engagement constructif" poursuivie par Reagan depuis son arrivée au pouvoir. Ces insuccès permettent aujourd'hui au Parti démocrate de marquer quelques points politiques sur le terrain de l'anti-apartheid.

Rappelons que Reagan avait changé le cours de la politique africaine suivie par Carter. Alors que ce dernier insistait sur les droits de l'homme, suscitant l'ire des dirigeants sud-africains, Reagan promit simplement son soutien à toutes mesures de réforme et mit un terme aux déclarations anti-apartheid. Il assura les Sud-Africains d'obtenir le départ des conseillers cubains de l'Angola et de s'opposer au boycott économique contre l'Afrique du Sud. Les révoltes répétées de la majorité noire ont cependant sérieusement ébranlé l'idée, défendue par Reagan, que le régime manifeste une volonté de réforme. C'est sur cette toile de fond que la mobilisation en faveur du boycott économique a connu une relance spectaculaire aux Etats-Unis.

L'utilisation de l'arme économique...

La bourgeoisie sud-africaine a besoin des investissements étrangers pour soutenir une économie fortement touchée par la crise. Ces investissements y trouvent d'ailleurs leur compte; les taux de profits y sont en effet très élevés. On estime à 18 o/o le taux de profit moyen dans l'industrie sud-africaine, alors que la moyenne mondiale s'établit à 13 o/o. Les taux respectifs dans l'industrie minière sont encore plus élevés: 25 o/o et 14 o/o (*The Economist*, 30 mars 1985). Ces hauts taux s'expliquent par l'existence d'une main-d'œuvre bon marché et abondante, recrutée grâce aux mécanismes du travail migrant, d'un volant de chômage élevé et de l'absence de tous droits politiques. Sans le système de l'apartheid, de tels taux d'exploitation seraient impossibles à extorquer. Mais la présence de ces investissements étrangers comporte des risques politiques. Ils stimulent justement le caractère anti-impérialiste des mobilisations sociales et nationales de la majorité noire.



Nelson Mandela, un des leaders de l'ANC (Congrès national africain), emprisonné depuis de nombreuses années par le régime raciste.

En outre, ils alimentent la propagande anti-apartheid dans les principaux pays impérialistes, aux Etats-Unis surtout. Dans ce sens, les actions pour le boycott économique ont une fonction de dénonciation et d'agitation non négligeable.

Durant la première semaine d'avril, un groupe de manifestants du Front démocratique uni (UDF), front regroupant plus de 700 organisations noires représentant environ 1,5 million de personnes, occupait le siège de la banque américaine Citibank à Johannesburg. La Citibank avait déjà été contrainte à renoncer d'accorder des crédits à l'Etat sud-africain. Ainsi, le maire démocrate de New York, Koch, dans le but de s'attirer les faveurs des électeurs noirs de la ville, avait menacé de retirer de cette banque des dépôts dépassant plusieurs centaines de millions de dollars si elle ne renonçait pas à ses prêts à l'Etat sud-africain. Ceci ne l'avait du reste pas empêchée d'en accorder aux entreprises privées.

L'occupation du siège sud-africain de la Citibank avait pour but, selon Sidney Mofumadi, président par intérim de l'UDF de la province du Transvaal, de protester contre l'indifférence du géant bancaire à l'égard du sort des 24 millions de noirs. Dans sa déclaration adressée à la banque, Sidney Mofumadi posait la question: "Pourquoi restez-vous silencieux devant les massacres de notre peuple? Quiconque s'associe au régime d'apartheid est un complice de ses crimes. Aussi longtemps que vous resterez indifférents, vous serez identifiés aux ennemis du peuple. Vous êtes du côté de l'ennemi, vous tirez profit de son existence." (*International Herald Tribune*, 4 avril 1985)

... et ses effets

De telles actions ont un retentissement propagandiste important et embarrassent le régime d'apartheid. De plus, elles ont quelques effets concrets. La Banque de Boston, par exemple, (le seizième établissement bancaire par ordre d'importance des Etats-Unis) mettait un terme à la fin mars à tous ses crédits à l'indus-

trie privée sud-africaine. En 1984, elle avait encore accordé des crédits pour un montant de 75 millions de dollars (environ 195 millions de francs). De même, l'Etat du Connecticut découvrit qu'il disposait d'actions pour un montant de 345 millions de dollars (environ 897 millions de francs) dans des entreprises actives en Afrique du Sud. Il décida de vendre un premier paquet d'actions d'une valeur de 80 millions de dollars. Des mesures similaires sont en cours dans les Etats du Maryland, Massachusetts, Michigan, Nebraska, et dans les villes de New York, Washington DC, Philadelphie, Boston, Newark, Grand Rapids, Berkeley et bien d'autres. Quarante Etats ont discuté ces dernières années de projets de lois de désinvestissement. Les universités sont également sous pression, tout comme les fonds de pension. Le total des ventes d'actions d'entreprises liées à l'Afrique du Sud réalisées sous la pression du mouvement anti-apartheid a probablement dépassé le chiffre de 5 milliards de dollars (environ 13 milliards de francs) en 1984 (*The Economist*, 30 mars 1985)!

De nombreux projets de loi sont maintenant soumis au Congrès américain sur plusieurs thèmes. Citons-en quelques-uns: interdiction de tout nouvel investissement direct et indirect par des compagnies nord-américaines; obligation de vendre les investissements actuels; interdiction de nouveaux prêts à l'Etat sud-africain; réintroduction du blocus militaire total imposé par Carter; fin des droits d'atterrissage de la South African Airways (compagnie aérienne sud-africaine); fin de la collaboration nucléaire et introduction de sanctions commerciales sélectives. Il y a peu de chances que ces projets deviennent réalité. Mais le fait même qu'ils existent favorise un climat décourageant pour les investissements en Afrique du Sud.

C'est pourquoi, sans se faire aucune illusion sur les "sentiments" anti-apartheid des gouvernements et du patronat occidentaux, il est important de soutenir et de développer la mobilisation pour le boycott total du régime raciste.

A. Meylan



Noirs assassinés par la police à Uitenhage.